



T2

RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE AUX ACTIONNAIRES

PÉRIODE DE 24 SEMAINES CLOSE LE 18 JUIN 2016

Loblaws
LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Rapport du deuxième trimestre de 2016 aux actionnaires

Faits saillants du deuxième trimestre de 2016	1
Rapport de gestion	2
Résultats financiers	36
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	42
Sommaire financier	61

Faits saillants du deuxième trimestre de 2016¹⁾

« Le bénéfice a progressé au deuxième trimestre de 2016, alors que nous avons enregistré une croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables et maintenu une marge brute stable », a déclaré Galen G. Weston, président du Conseil et président de Les Compagnies Loblaw limitée.

« Le chiffre d'affaires du secteur des pharmacies au détail est demeuré solide tout au long du trimestre. Malgré une concurrence de plus en plus vive au sein du secteur de l'alimentation au détail, nos initiatives permettent déjà aux Canadiens de conserver plus d'argent dans leurs poches. »

Faits saillants financiers

- Les produits ont augmenté de 196 millions de dollars, ou 1,9 %, comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 10 731 millions de dollars.
- Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 176 millions de dollars, ou 1,7 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 10 494 millions de dollars.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail (Loblaw) a augmenté de 0,7 % si l'on ne tient pas compte des postes d'essence;
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail (Shoppers Drug Mart/Pharmaprix) a augmenté de 4,0 %, le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance ayant augmenté de 3,6 % et le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin ayant augmenté de 4,3 %.
 - Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négative de 1,0 % au deuxième trimestre sur le chiffre d'affaires des magasins comparables tant du secteur de l'alimentation au détail que de celui des pharmacies au détail.
- Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 67 millions de dollars, ou 7,8 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 924 millions de dollars.
- Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ a augmenté de 62 millions de dollars, ou 17,7 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 412 millions de dollars. Le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire²⁾ a augmenté de 0,17 \$, ou 20,2 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 1,01 \$.
- Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société a diminué de 27 millions de dollars, ou 14,6 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 158 millions de dollars. Le bénéfice net dilué par action ordinaire a diminué de 0,05 \$, ou 11,4 %, comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 0,39 \$.
- Au deuxième trimestre, la société a réalisé des synergies nettes d'environ 83 millions de dollars, en hausse de 30 millions de dollars comparativement au deuxième trimestre de 2015. La société a par conséquent réalisé des synergies annualisées de 300 millions de dollars depuis l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, conformément à la cible qu'elle s'était fixée.
- La société a procédé au rachat de 2,0 millions d'actions aux fins d'annulation à un coût de 132 millions de dollars.

Voir les notes de fin de document à la fin du rapport de gestion de la société.

Rapport de gestion

1. Énoncés prospectifs	3
2. Indicateurs de performance financière clés	5
3. Résultats d'exploitation consolidés	6
4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter	11
4.1 Secteur Vente au détail	11
4.2 Secteur Services financiers	15
4.3 Secteur Propriétés de Choix	16
5. Situation de trésorerie et sources de financement	17
5.1 Flux de trésorerie	17
5.2 Situation de trésorerie et structure du capital	19
5.3 Situation financière	22
5.4 Notation	22
5.5 Capital social	22
5.6 Arrangements hors bilan	24
6. Instruments financiers dérivés	24
7. Résultats par trimestre	25
8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière	26
9. Risques d'entreprise et gestion des risques	26
10. Normes comptables	26
10.1 Principales méthodes comptables	26
11. Perspectives	26
12. Mesures financières non conformes aux PCGR	27
13. Informations supplémentaires	35

Le présent rapport de gestion (le « rapport de gestion ») de Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales (collectivement, la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2016 de la société et les notes y afférentes inclus dans le présent rapport trimestriel, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes y afférentes de l'exercice clos le 2 janvier 2016 et le rapport de gestion annuel connexe inclus dans le Rapport annuel 2015 – Revue financière de la société (le « Rapport annuel 2015 »).

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités du deuxième trimestre de 2016 de la société et les notes y afférentes ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS » ou les « PCGR »). Ces états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de la société et ceux des autres entités que la société contrôle et sont présentés en dollars canadiens.

La direction a recours à des mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », pour plus de précisions sur les mesures financières non conformes aux PCGR utilisées par la société.

Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la fin du Rapport annuel 2015 de la société.

À moins d'indication contraire, les renseignements figurant dans le présent rapport de gestion sont à jour au 26 juillet 2016.

1. Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de la société, y compris le présent rapport de gestion, renferme des énoncés prospectifs portant sur les objectifs, les plans, les buts, les aspirations, les stratégies, la situation financière, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la performance, les perspectives et les occasions d'affaires de la société, ainsi que sur les questions d'ordre juridique et réglementaire qui la concernent. Les énoncés prospectifs qui figurent dans le présent rapport trimestriel renferment plus particulièrement, mais sans s'y limiter, des énoncés concernant les résultats attendus ainsi que les événements et les plans futurs, les synergies et les autres avantages liés à l'acquisition de Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix »), le produit d'assurance attendu lié au feu incontrôlé survenu à Fort McMurray, la situation de trésorerie future, les dépenses d'investissement prévues et l'état et l'incidence du déploiement des systèmes de technologie de l'information (les « TI »). Ces énoncés prospectifs particuliers figurent tout au long du présent rapport trimestriel, y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique 5, « Situation de trésorerie et sources de financement », et à la rubrique 11, « Perspectives », du présent rapport de gestion. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement à l'emploi de mots ou d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « croire », « pouvoir », « entrevoir », « estimer », « objectif », « avoir l'intention de », « prévoir », « chercher à », « faire », « devoir » et autres mots ou expressions semblables, conjugués au présent, au conditionnel ou au futur, lorsqu'ils se rapportent à la société et à sa direction.

Les énoncés prospectifs reflètent les estimations, opinions et hypothèses actuelles de la société, lesquelles se fondent sur la perception qu'a la direction des tendances historiques, de la situation actuelle et des événements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs qui, de l'avis de la direction, sont appropriés dans les circonstances. Les attentes de la société quant à sa performance sur le plan de l'exploitation et à sa performance financière pour 2016 s'appuient sur certaines hypothèses, notamment en ce qui a trait aux économies de coûts prévues et à l'efficacité sur le plan de l'exploitation, ainsi qu'à la croissance continue associée aux initiatives en cours. Les estimations, opinions et hypothèses de la société sont, de par leur nature, assujetties à des incertitudes et à des éventualités importantes d'ordre commercial, économique, concurrentiel ou autre en ce qui a trait aux événements futurs et sont donc susceptibles d'être révisées. La société ne peut garantir que ces estimations, opinions et hypothèses se révéleront exactes.

Bon nombre de risques et incertitudes pourraient faire en sorte que les résultats réels de la société diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés explicitement ou implicitement ou de ceux qui sont prévus dans les énoncés prospectifs, notamment ceux qui sont décrits à la rubrique 12, « Risques d'entreprise et gestion des risques », du Rapport annuel 2015 de la société et dans la notice annuelle 2015 de la société (pour l'exercice clos le 2 janvier 2016). Ces risques et incertitudes comprennent les suivants :

- les changements apportés à la réglementation concernant le prix des médicaments génériques sur ordonnance, la diminution des remboursements accordés en vertu des régimes d'assurance médicaments publics et l'élimination ou la diminution des indemnités professionnelles pharmaceutiques versées par les fabricants de médicaments;
- l'incapacité de l'infrastructure de TI de la société de soutenir les besoins de celle-ci ou l'occurrence d'atteintes à la sécurité de renseignements internes ou externes, d'attaques par déni de service, de virus, de vers informatiques ou d'autres atteintes connues ou inconnues à la cybersécurité ou à la protection des données;
- l'incapacité de tirer parti des investissements dans les nouveaux systèmes de TI de la société;

Rapport de gestion

- l'incapacité de la société de gérer les stocks de manière à réduire au minimum l'incidence des problèmes liés aux stocks désuets ou excédentaires et de contrôler les pertes;
- l'incapacité de réaliser les avantages stratégiques attendus de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix;
- les événements touchant la santé publique, notamment ceux liés à la sécurité des aliments ou des médicaments;
- l'incapacité d'obtenir les résultats attendus, dont la croissance des produits, les économies de coûts ou les efficacités sur le plan de l'exploitation devant découler des principales initiatives de la société, y compris de la restructuration;
- l'incapacité des franchisés de la société ou des titulaires de licences de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix (les « pharmaciens-propriétaires ») d'exercer leurs activités conformément aux procédures ou aux normes prescrites, ou la détérioration des relations entre la société et ses franchisés ou pharmaciens-propriétaires;
- l'incapacité d'obtenir les résultats souhaités au cours des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, ce qui pourrait entraîner des arrêts de travail;
- les changements dans les passifs d'impôt de la société, notamment en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital, aux taxes à la consommation, à l'impôt foncier et aux autres impôts et taxes, ainsi que dans les passifs liés à la réglementation, y compris les changements découlant des modifications des lois fiscales, des règlements sur les impôts ou des cotisations futures;
- la dépendance envers certains prestataires de services indépendants, notamment ceux fournissant des services liés à la chaîne d'approvisionnement et aux gammes de vêtements de la société, de même que leur fidélisation;
- les problèmes avec des fournisseurs, tant sur les marchés bien établis que sur les marchés en développement;
- le risque que la société subisse une perte financière si ses contreparties ne s'acquittaient pas de leurs obligations prévues aux termes des contrats conclus avec celle-ci;
- l'incapacité d'effectuer une mise en marché efficace ou d'une manière qui réponde aux attentes de la clientèle;
- une intensification de la concurrence exercée par les concurrents actuels ou les nouveaux venus sur le marché;
- l'évolution de la conjoncture économique, notamment une récession économique ou des fluctuations des taux d'inflation ou de déflation, des taux d'emploi, des taux d'intérêt, des cours de change ou des cours des dérivés et des marchandises;
- l'incidence des obligations éventuelles en matière d'environnement;
- l'incapacité de la société de recouvrer ses créances sur cartes de crédit ou de les financer.

Cette liste des facteurs qui pourraient toucher les énoncés prospectifs de la société n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes que la société ignore actuellement ou qu'elle juge actuellement sans importance pourraient faire en sorte que les résultats ou les événements réels diffèrent sensiblement de ceux qui sont précisés dans les énoncés prospectifs. Ces autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, à l'occasion, auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada (les « autorités en valeurs mobilières »), y compris, mais sans s'y limiter, à la rubrique « Risques » de la notice annuelle 2015 de la société (pour l'exercice clos le 2 janvier 2016). Les lecteurs sont donc invités à ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, qui traduisent les attentes de la société uniquement à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure où la loi l'exige, la société ne s'engage pas à mettre à jour ou à réviser les présents énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement.

2. Indicateurs de performance financière clés

La société s'est donné des indicateurs de performance financière clés pour mesurer l'atteinte de ses objectifs à court terme et à long terme. Certains de ces indicateurs de performance financière clés sont présentés ci-dessous :

Au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 et pour les périodes closes à ces dates (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Chiffres consolidés :		
Augmentation des produits	1,9 %	2,2 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	924 \$	857 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,1 %
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	161 \$	185 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	158	185
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	412	350
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,39 \$	0,44 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,01 \$	0,84 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 237 \$	1 344 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	733	930
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	432	589
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,8x	2,2x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	12,0 %	11,1 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	8,1 %	7,6 %
Secteur Vente au détail :		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	0,4 %	2,1 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	4,0 %	3,8 %
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 826 \$	2 719 \$
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	26,9 %	26,4 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	875 \$	814 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	7,9 %
Secteur Services financiers⁴⁾ :		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44 \$	38 \$
Bénéfice avant impôt sur le résultat	29	22
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,6 %	13,7 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,7 %
Secteur Propriétés de Choix⁴⁾ :		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	111 \$	115 \$
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	77

3. Résultats d'exploitation consolidés

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Produits	10 731 \$	10 535 \$	196 \$	1,9 %	21 112 \$	20 583 \$	529 \$	2,6 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	924	857	67	7,8 %	1 753	1 646	107	6,5 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,1 %			8,3 %	8,0 %		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles ¹⁾	223 \$	245 \$	(22) \$	(9,0) %	467 \$	491 \$	(24) \$	(4,9) %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	236	106	130	122,6 %	393	298	95	31,9 %
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128	131	(3)	(2,3) %	253	262	(9)	(3,4) %
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	163	130	33	25,4 %	291	241	50	20,7 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	28,4 %	27,0 %			28,2 %	27,0 %		
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	161 \$	185 \$	(24) \$	(13,0) %	357 \$	331 \$	26 \$	7,9 %
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la sociétéⁱⁱ⁾	158	185	(27)	(14,6) %	351	331	20	6,0 %
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	412	350	62	17,7 %	750	651	99	15,2 %
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,39 \$	0,44 \$	(0,05) \$	(11,4) %	0,85 \$	0,79 \$	0,06 \$	7,6 %
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire ²⁾ (en dollars)	1,01	0,84	0,17	20,2 %	1,82	1,56	0,26	16,7 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	409,9	416,7			411,5	416,7		

i) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles pour le deuxième trimestre de 2016 et l'exercice à ce jour ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement respective de 123 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) et de 247 millions de dollars (248 millions de dollars en 2015) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

ii) Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société correspond au bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société, déduction faite des dividendes déclarés sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de la société.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 412 millions de dollars (1,01 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2016, en hausse de 62 millions de dollars (0,17 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'amélioration de la performance du secteur Vente au détail, qui reflète notamment la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables, le maintien d'une marge brute stable et le gain d'efficacités sur le plan de l'exploitation au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives;
- l'apport positif des synergies nettes supplémentaires de 30 millions de dollars;
- l'amélioration de la performance du secteur Services financiers attribuable à l'augmentation des créances sur cartes de crédit et du chiffre d'affaires des kiosques La Boutique Mobile;
- l'incidence positive d'une diminution de 22 millions de dollars des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuable à une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements; facteurs en partie contrebalancés par

- l'incidence d'une augmentation du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ qui découle essentiellement d'une hausse du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta et d'une augmentation de certains autres éléments non déductibles.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 158 millions de dollars (0,39 \$ par action ordinaire) au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 27 millions de dollars (0,05 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015. Malgré l'incidence des éléments dont il est question ci-dessus, la diminution du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société reflète l'incidence, d'un exercice à l'autre, des éléments importants suivants :

- l'incidence négative d'une augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières essentiellement attribuable à l'ajustement de 141 millions de dollars (0,34 \$ par action ordinaire) de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie; en partie contrebalancée par
- une charge de 38 millions de dollars (0,09 \$ par action ordinaire) inscrite pour l'exercice précédent et liée à une modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi;
- l'incidence positive d'une diminution de 11 millions de dollars (0,01 \$ par action ordinaire) des charges de restructuration et autres charges connexes.

Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société²⁾ s'est établi à 750 millions de dollars (1,82 \$ par action ordinaire) pour l'exercice à ce jour, en hausse de 99 millions de dollars (0,26 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015, ce qui s'explique principalement par ce qui suit :

- l'amélioration de la performance du secteur Vente au détail;
- l'apport positif des synergies nettes supplémentaires de 58 millions de dollars;
- l'incidence positive d'une diminution de 9 millions de dollars des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ attribuable à une diminution de la dette;
- l'incidence positive d'une diminution de 24 millions de dollars des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles attribuable à une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements; facteurs en partie contrebalancés par
- l'incidence d'une augmentation du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ qui découle essentiellement d'une hausse du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta et d'une augmentation de certains éléments non déductibles.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société s'est établi à 351 millions de dollars (0,85 \$ par action ordinaire) pour l'exercice 2016 à ce jour, en hausse de 20 millions de dollars (0,06 \$ par action ordinaire) comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015. En plus des éléments dont il est question ci-dessus, l'augmentation du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société reflète l'incidence, d'un exercice à l'autre, des éléments importants suivants :

- une charge de 35 millions de dollars (0,08 \$ par action ordinaire) inscrite pour l'exercice précédent et liée à une modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi; en partie contrebalancée par
- l'incidence négative d'une augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières essentiellement attribuable à l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie de 115 millions de dollars (0,28 \$ par action ordinaire).

Produits

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation (en \$)	Variation (en %)	2016	2015	Variation (en \$)	Variation (en %)
	(12 semaines)	(12 semaines)			(24 semaines)	(24 semaines)		
Vente au détail	10 494 \$	10 318 \$	176 \$	1,7 %	20 648 \$	20 148 \$	500 \$	2,5 %
Services financiers	214	199	15	7,5 %	421	398	23	5,8 %
Propriétés de Choix	198	183	15	8,2 %	390	365	25	6,8 %
Consolidation et éliminations	(175)	(165)	(10)		(347)	(328)	(19)	
Produits	10 731 \$	10 535 \$	196 \$	1,9 %	21 112 \$	20 583 \$	529 \$	2,6 %

Les produits ont augmenté de 196 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 10 731 millions de dollars, en raison essentiellement d'une augmentation de 176 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 106 millions de dollars par suite de l'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 0,4 % (2,1 % en 2015) et de 0,7 % (3,3 %⁵⁾ en 2015) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence. Au deuxième trimestre de 2016, le moment du congé de Pâques a eu

une incidence négative de 1,0 % sur la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 4,0 % (3,8 % en 2015). Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négative d'environ 1,0 % sur la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail.

Pour l'exercice 2016 à ce jour, les produits ont augmenté de 529 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 21 112 millions de dollars, en raison essentiellement d'une hausse de 500 millions de dollars du chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 366 millions de dollars par suite de la croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,2 % (2,0 % en 2015) et de 1,6 % (3,2 %⁵) en 2015) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence. Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 5,1 % (3,4 % en 2015).

Montant ajusté du BAIIA²

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation	Variation	2016	2015	Variation	Variation
	(12 semaines)	(12 semaines)	(en \$)	(en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	(en \$)	(en %)
Vente au détail	875 \$	814 \$	61 \$	7,5 %	1 655 \$	1 553 \$	102 \$	6,6 %
Services financiers	44	38	6	15,8 %	88	83	5	6,0 %
Propriétés de Choix	111	115	(4)	(3,5) %	247	242	5	2,1 %
Consolidation et éliminations	(106)	(110)	4		(237)	(232)	(5)	
Montant ajusté du BAIIA ²	924 \$	857 \$	67 \$	7,8 %	1 753 \$	1 646 \$	107 \$	6,5 %

Le montant ajusté du BAIIA² a augmenté de 67 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 924 millions de dollars, en raison essentiellement du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, l'augmentation enregistrée par le secteur Vente au détail découle essentiellement de la hausse du chiffre d'affaires, d'une augmentation de la marge brute exprimée en pourcentage, de l'incidence positive de 30 millions de dollars (45 millions de dollars en 2015) de synergies nettes supplémentaires et d'une amélioration au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice 2016 à ce jour, le montant ajusté du BAIIA² s'est chiffré à 1 753 millions de dollars, en hausse de 107 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015, en raison essentiellement du secteur Vente au détail. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, l'augmentation enregistrée par le secteur Vente au détail découle essentiellement de la hausse du chiffre d'affaires, d'une augmentation de la marge brute exprimée en pourcentage, de l'incidence positive de 58 millions de dollars (89 millions de dollars en 2015) de synergies nettes supplémentaires et d'une amélioration au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

À la clôture du deuxième trimestre de 2016, la société avait réalisé des synergies annualisées de 300 millions de dollars depuis l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, conformément à la cible qu'elle s'était fixée.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Au deuxième trimestre de 2016, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 23 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 346 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 22 millions de dollars en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une portion du matériel et mobilier.

Pour l'exercice 2016 à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 25 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 714 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 24 millions de dollars, en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements et d'une diminution de l'amortissement des actifs plus âgés de la chaîne d'approvisionnement.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	236 \$	106 \$	393 \$	298 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	(108)	33	(140)	(25)
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	(8)	—	(11)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128 \$	131 \$	253 \$	262 \$

Le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ a diminué de 3 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 128 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- une diminution des charges d'intérêts sur la dette à long terme attribuable au remboursement et à l'arrivée à échéance de titres de créance du secteur Vente au détail, en partie contrebalancée par une augmentation de la dette du secteur Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »);
- une diminution des charges d'intérêts sur les titres de participation attribuable à leur remboursement, à leur valeur nominale, au troisième trimestre de 2015.

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 130 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 236 millions de dollars. L'augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières reflète essentiellement l'incidence de l'ajustement de 141 millions de dollars de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, en partie contrebalancée par les éléments dont il est question ci-dessus.

Pour l'exercice 2016 à ce jour, le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières²⁾ a diminué de 9 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 253 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- une diminution des charges d'intérêts sur la dette à long terme attribuable au remboursement et à l'arrivée à échéance de titres de créance du secteur Vente au détail, en partie contrebalancée par une augmentation de la dette du secteur Propriétés de Choix;
- une diminution des charges d'intérêts sur les titres de participation attribuable à leur remboursement, à leur valeur nominale, au troisième trimestre de 2015.

Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 95 millions de dollars pour l'exercice 2016 à ce jour comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 393 millions de dollars. L'augmentation des charges d'intérêts nettes et autres charges financières reflète essentiellement l'incidence de l'ajustement de 115 millions de dollars de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, en partie contrebalancée par les éléments dont il est question ci-dessus.

Impôt sur le résultat

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ²⁾	701 \$	612 \$	1 286 \$	1 155 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128	131	253	262
Montant ajusté du bénéfice avant impôt ²⁾	573 \$	481 \$	1 033 \$	893 \$
Impôt sur le résultat	125 \$	121 \$	217 \$	197 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt	38	47	77	82
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	(38)	(3)	(38)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat ²⁾	163 \$	130 \$	291 \$	241 \$
Taux d'impôt effectif	44,5 %	39,4 %	38,8 %	37,2 %
Montant ajusté du taux d'impôt ²⁾	28,4 %	27,0 %	28,2 %	27,0 %

Le taux d'impôt effectif s'est établi à 44,5 % au deuxième trimestre de 2016 comparativement à 39,4 % au deuxième trimestre de 2015. L'augmentation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à ce qui suit :

- une augmentation de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie;
- une augmentation de l'impôt exigible qui a découlé de l'augmentation, promulguée au deuxième trimestre de 2015, du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta, qui est passé de 10 % à 12 %;
- une augmentation de certains autres éléments non déductibles; facteurs en partie contrebalancés par
- une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé attribuable à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta.

Le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 28,4 % au deuxième trimestre comparativement à 27,0 % au deuxième trimestre de 2015. L'augmentation du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ est essentiellement attribuable à l'augmentation de l'impôt exigible découlant d'une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta et à l'augmentation de certains autres éléments non déductibles.

Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif s'est établi à 38,8 % comparativement à 37,2 % pour la période correspondante de 2015. L'augmentation du taux d'impôt effectif enregistrée pour l'exercice à ce jour est principalement attribuable à ce qui suit :

- une augmentation de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie;
- une augmentation de l'impôt exigible qui a découlé de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta;
- une augmentation de certains autres éléments non déductibles; facteurs en partie contrebalancés par
- une diminution de la charge d'impôt différé qui a découlé d'une charge inscrite pour l'exercice précédent et liée à la réévaluation de passifs d'impôt différé se rapportant à l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de la charge d'impôt différé au premier trimestre de 2016 qui a découlé de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick dont il est question ci-dessous.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation de 2 % du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans cette province, qui est passé de 12,0 % à 14,0 %. Au premier trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé une charge de 3 millions de dollars liée à la réévaluation de ses passifs d'impôt différé.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du taux d'impôt²⁾ s'est établi à 28,2 % comparativement à 27,0 % pour la période correspondante de 2015. L'augmentation du montant ajusté du taux d'impôt²⁾ est essentiellement attribuable à l'augmentation de l'impôt exigible découlant d'une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta et à l'augmentation de certains autres éléments non déductibles.

4. Résultats d'exploitation des secteurs d'exploitation à présenter

4.1 Secteur Vente au détail

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016		2015		2016		2015	
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Chiffre d'affaires	10 494 \$	10 318 \$	176 \$	1,7 %	20 648 \$	20 148 \$	500 \$	2,5 %
Marge brute	2 811	2 711	100	3,7 %	5 587	5 335	252	4,7 %
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 826	2 719	107	3,9 %	5 603	5 343	260	4,9 %
Montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage ²⁾	26,9 %	26,4 %			27,1 %	26,5 %		
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	875 \$	814 \$	61 \$	7,5 %	1 655 \$	1 553 \$	102 \$	6,6 %
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	7,9 %			8,0 %	7,7 %		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	339 \$	364 \$	(25) \$	(6,9) %	701 \$	728 \$	(27) \$	(3,7) %

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016		2015		2016		2015	
	(12 semaines)		(12 semaines)		(24 semaines)		(24 semaines)	
	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires des magasins comparables						
Secteur de l'alimentation au détail	7 718 \$	0,4 %	7 629 \$	2,1 %	15 108 \$	1,2 %	14 863 \$	2,0 %
Secteur des pharmacies au détail	2 776	4,0 %	2 689	3,8 %	5 540	5,1 %	5 285	3,4 %
Médicaments sur ordonnance	1 324	3,6 %	1 274	3,9 %	2 637	3,9 %	2 531	3,7 %
Produits de l'avant du magasin	1 452	4,3 %	1 415	3,7 %	2 903	6,3 %	2 754	3,2 %

Performance financière globale du secteur Vente au détail Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 61 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 et de 102 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en raison essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires, des synergies nettes supplémentaires et d'améliorations au chapitre des frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail s'est établi à 10 494 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à 10 318 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, en hausse de 176 millions de dollars, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 0,7 % au deuxième trimestre (3,3 %⁵⁾ en 2015) si l'on ne tient pas compte des postes d'essence (0,3 %). Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 0,4 % (2,1 % en 2015). Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négative d'environ 1,0 %.
 - L'indice interne moyen trimestriel du prix des aliments du secteur de l'alimentation au détail de la société a été légèrement inférieur (supérieur en 2015) à l'inflation nationale moyenne trimestrielle du prix des aliments de 1,8 % (3,9 % en 2015), calculée selon l'indice des prix à la consommation des aliments achetés au magasin (l'« IPC »). L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société;

Rapport de gestion

- Le chiffre d'affaires tiré des produits alimentaires a affiché une croissance modeste;
 - Le chiffre d'affaires tiré des médicaments sur ordonnance et des produits de soins de santé et de beauté a affiché une croissance modérée;
 - Le chiffre d'affaires tiré des postes d'essence a sensiblement diminué, en raison essentiellement d'une diminution des prix de l'essence.
- Le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 4,0 % (3,8 % en 2015). Le moment du congé de Pâques a eu une incidence négative d'environ 1,0 % sur le chiffre d'affaires des magasins comparables.
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance a augmenté de 3,6 % (3,9 % en 2015);
 - le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 3,6 % (4,3 % en 2015). Si l'on tient compte seulement des magasins comparables, le nombre d'ordonnances exécutées a augmenté de 3,3 % (5,0 % en 2015) et, d'un exercice à l'autre, la valeur moyenne des ordonnances a augmenté de 0,4 % (diminué de 0,5 % en 2015);
 - Le chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des produits de l'avant du magasin a augmenté de 4,3 % (3,7 % en 2015), et ce, pour toutes les catégories de produits.
 - Le plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 a eu une incidence négative d'environ 75 millions de dollars sur le chiffre d'affaires.
 - Au cours de la période de 12 mois close le 18 juin 2016, 40 magasins du secteur de l'alimentation et du secteur des pharmacies ont ouvert leurs portes et 71 les ont fermées, ce qui a donné lieu à une diminution de la superficie nette en pieds carrés du secteur Vente au détail de 0,4 million de pieds carrés, ou 0,6 %, en raison essentiellement du plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015.

Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail a augmenté de 500 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 20 648 millions de dollars. Le chiffre d'affaires du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 245 millions de dollars, ou 1,6 %, pour l'exercice à ce jour pour s'établir à 15 108 millions de dollars. Le chiffre d'affaires du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 255 millions de dollars, ou 4,8 %, pour s'établir à 5 540 millions de dollars. Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,6 % si l'on ne tient pas compte des postes d'essence (0,4 %). Si l'on tient compte des postes d'essence, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail a augmenté de 1,2 % (2,0 % en 2015). Pour l'exercice à ce jour, le chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail a augmenté de 5,1 %, en raison de l'augmentation de 3,9 % (3,7 % en 2015) du chiffre d'affaires des magasins comparables tiré des médicaments sur ordonnance et de l'augmentation de 6,3 % (3,2 % en 2015) du chiffre d'affaires tiré des produits de l'avant du magasin.

Au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté de la marge brute²⁾, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ et le montant ajusté du BAIIA²⁾ rendaient compte de l'incidence de la consolidation de franchises au cours du trimestre, dont il est question à la rubrique « Autres questions liées au secteur Vente au détail ».

Montant ajusté de la marge brute²⁾ Le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 2 826 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à 2 719 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 26,9 %, en hausse de 50 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 26,4 %, en hausse de 10 points de base comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015, en raison des synergies opérationnelles réalisées et des marges élevées tirées des produits de l'avant du magasin du secteur des pharmacies au détail, en partie contrebalancées par les investissements affectés à la promotion dans le secteur de l'alimentation au détail.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté de la marge brute²⁾ s'est établi à 5 603 millions de dollars comparativement à 5 343 millions de dollars pour la période correspondante de 2015, en hausse de 260 millions de dollars, et le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 27,1 % comparativement à 26,5 % pour la période correspondante de 2015. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage²⁾ s'est établi à 26,7 %, en hausse de 20 points de base comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015, en raison des synergies opérationnelles réalisées, des marges élevées tirées des produits de l'avant du magasin du secteur des pharmacies au détail et des marges stables du secteur de l'alimentation au détail.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 875 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à 814 millions de dollars au deuxième trimestre de 2015, en hausse de 61 millions de dollars, ou 7,5 %, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 46 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 10 points de base comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 18,6 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont diminué de 40 points de base comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 18,0 %, en raison de l'incidence positive du plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 et des efficacités sur le plan de l'exploitation réalisées dans les magasins de détail.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 1 655 millions de dollars comparativement à 1 553 millions de dollars pour la période correspondante de 2015, en hausse de 102 millions de dollars, ou 6,6 %, en raison de l'augmentation du montant ajusté de la marge brute²⁾ pour l'exercice à ce jour dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une augmentation de 158 millions de dollars des frais de vente et charges générales et administratives. Les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont augmenté de 30 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 19,1 %. Si l'on ne tient pas compte de la consolidation des franchises, les frais de vente et charges générales et administratives exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires ont diminué de 20 points de base comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 18,6 %, en raison de l'incidence positive du plan de fermeture de magasins de la société annoncé en 2015 et des efficacités sur le plan de l'exploitation réalisées dans les magasins de détail.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles Les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 25 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 339 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'incidence de l'amortissement de 123 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 24 millions de dollars en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements.

Pour l'exercice à ce jour, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles se sont établis à 701 millions de dollars comparativement à 728 millions de dollars pour la période correspondante de 2015, en baisse de 27 millions de dollars. Si l'on ne tient pas compte de l'amortissement de 247 millions de dollars (248 millions de dollars en 2015) des immobilisations incorporelles lié à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ont diminué de 26 millions de dollars en raison essentiellement d'une modification de la durée d'utilité estimée d'une partie du matériel et des agencements et d'une diminution de l'amortissement des actifs plus âgés de la chaîne d'approvisionnement.

Autres questions liées au secteur Vente au détail

Réseau de postes d'essence Au deuxième trimestre de 2016, la société a entamé, avec des acheteurs éventuels, des pourparlers sur la vente de ses activités liées aux postes d'essence. Le réseau compte environ 200 postes d'essence de détail. Sur une base annuelle, les ventes d'essence se chiffrent à environ 1 700 millions de litres et génèrent environ 1 600 millions de dollars.

Consolidation des franchises La société détient plus de 500 magasins franchisés. À la clôture du deuxième trimestre de 2016, 132 de ces magasins avaient été consolidés aux fins comptables aux termes d'un nouveau contrat de franchise simplifié (le « contrat de franchise ») qui est entré en vigueur en 2015.

La société convertira les franchises existantes au contrat de franchise à l'expiration de leur contrat actuellement en vigueur, après quoi toutes les franchises auront été consolidées. Le tableau qui suit présente les franchises consolidées au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, ainsi que l'incidence totale des franchises consolidées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Nombre de magasins franchisés consolidés à l'ouverture de la période	115	—	85	—
Ajouter : Nombre de magasins franchisés consolidés pendant la période	17	16	47	16
Nombre de magasins franchisés consolidés à la clôture de la période	132	16	132	16
Chiffre d'affaires	75 \$	5 \$	139 \$	5 \$
Marge brute	75	5	134	5
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	75	5	134	5
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	(1)	(2)	(7)	(2)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4	—	8	—
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(5)	1	(14)	1

La société s'attend à ce que les nouvelles franchises consolidées et les franchises actuellement consolidées donnent lieu à des augmentations d'environ 320 millions de dollars des produits, d'environ 20 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾ et d'environ 15 millions de dollars des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles en 2016.

Magasins de détail situés à Fort McMurray Au deuxième trimestre de 2016, 10 magasins de détail situés à Fort McMurray ont subi des dommages causés par un feu incontrôlé qui a forcé l'évacuation de la ville. Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé une charge d'environ 12 millions de dollars au titre des pertes liées aux stocks et des coûts liés au nettoyage et à la remise en état des lieux. Une demande de règlement a été présentée et le produit d'assurance devrait être comptabilisé quand la demande aura été traitée.

La société estime que l'incidence financière de la fermeture temporaire de ces magasins de détail sur ses résultats du deuxième trimestre de 2016 est la suivante : une diminution des ventes d'environ 25 millions de dollars et une baisse du montant ajusté du BAIIA²⁾ d'environ 6 millions de dollars. La société souscrit une assurance contre les pertes d'exploitation et s'attend à ce que certaines pertes puissent être recouvrées aux termes de cette garantie d'assurance.

Charges de restructuration et autres charges connexes Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé une charge additionnelle liée aux fermetures de magasins d'environ 43 millions de dollars, en lien principalement avec la fermeture du dernier magasin de détail Joe Fresh aux États-Unis.

Actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail En 2015, la société a commencé à s'employer activement à vendre certains actifs des entreprises de soins de santé complémentaires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et a comptabilisé des pertes de valeur sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes. Au deuxième trimestre de 2016, la société a conclu des ententes visant la vente d'une partie de ces actifs. Aucune autre charge liée à ces actifs n'a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour. La société s'attend à ce que l'opération de dessaisissement se traduise, sur une base annualisée, par une diminution d'environ 129 millions de dollars du chiffre d'affaires et une augmentation de 8 millions de dollars du montant ajusté du BAIIA²⁾.

Au deuxième trimestre de 2016, la société a mis un terme à ses efforts de vente des actifs restants et les a intégrés à ses activités courantes. Par conséquent, au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé une charge de 4 millions de dollars liée à la dépréciation des stocks et des reprises de 8 millions de dollars de pertes de valeur comptabilisées précédemment sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes.

4.2 Secteur Services financiers⁴⁾

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation	Variation	2016	2015	Variation	Variation
	(12 semaines)	(12 semaines)	(en \$)	(en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	(en \$)	(en %)
Produits	214 \$	199 \$	15 \$	7,5 %	421 \$	398 \$	23 \$	5,8 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44	38	6	15,8 %	88	83	5	6,0 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	29	22	7	31,8 %	57	50	7	14,0 %

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au	Au	Variation (en \$)	Variation (en %)
	18 juin 2016	20 juin 2015		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 717 \$	2 585 \$	132 \$	5,1 %
Créances sur cartes de crédit	2 767	2 647	120	4,5 %
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	52	48	4	8,3 %
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,6 %	13,7 %		
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,7 %		

Produits Les produits se sont établis à 214 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en hausse de 15 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts et du montant net des commissions d'interchange attribuable à la croissance des créances sur cartes de crédit;
- l'augmentation du chiffre d'affaires des kiosques La Boutique Mobile.

Pour l'exercice à ce jour, les produits se sont établis à 421 millions de dollars, en hausse de 23 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits d'intérêts attribuable à l'augmentation des créances sur cartes de crédit;
- l'augmentation des commissions d'interchange découlant de la hausse du volume des opérations sur cartes de crédit, en partie contrebalancée par une diminution des taux d'interchange par MasterCard^{MD} International Incorporated dans l'ensemble du secteur au deuxième trimestre de 2015;
- l'augmentation du chiffre d'affaires des kiosques La Boutique Mobile.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ s'est établi à 44 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en hausse de 6 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus; en partie contrebalancée par
- l'augmentation des coûts liée à celle du volume des opérations du programme de fidélisation du secteur Services financiers.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 5 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 88 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des produits dont il est question ci-dessus; en partie contrebalancée par
- l'augmentation des coûts liée à celle du volume des opérations du programme de fidélisation du secteur Services financiers;
- l'augmentation des pertes sur créances qui a découlé de la croissance des soldes de créances.

Bénéfice avant impôt sur le résultat Le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 29 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en hausse de 7 millions de dollars comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ dont il est question ci-dessus.

Pour l'exercice à ce jour, le bénéfice avant impôt sur le résultat s'est établi à 57 millions de dollars, en hausse de 7 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du BAIIA²⁾ dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par la diminution des charges d'intérêts nettes.

Créances sur cartes de crédit Au 18 juin 2016, les créances sur cartes de crédit s'établissaient à 2 767 millions de dollars, en hausse de 120 millions de dollars comparativement à celles inscrites au 20 juin 2015, en raison essentiellement de la croissance de la clientèle active qui a découlé des investissements soutenus au chapitre de l'acquisition de clients et des initiatives en matière de commercialisation et de produits. Au 18 juin 2016, le compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit s'établissait à 52 millions de dollars, en hausse de 4 millions de dollars comparativement au 20 juin 2015 en raison de la croissance du portefeuille de créances sur cartes de crédit.

4.3 Secteur Propriétés de Choix⁴⁾

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation		2016	2015	Variation	
	(12 semaines)	(12 semaines)	(en \$)	(en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	(en \$)	(en %)
Produits	198 \$	183 \$	15 \$	8,2 %	390 \$	365 \$	25 \$	6,8 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	111	115	(4)	(3,5) %	247	242	5	2,1 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	671	(75)	746	994,7 %	939	264	675	255,7 %
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	77	6	7,8 %	166	152	14	9,2 %

Produits Les produits ont augmenté de 15 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 198 millions de dollars, et ils tiennent compte d'une tranche de 175 millions de dollars (165 millions de dollars en 2015) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail.

Pour l'exercice à ce jour, les produits ont augmenté de 25 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 390 millions de dollars, et ils tiennent compte d'une tranche de 347 millions de dollars (328 millions de dollars en 2015) se rapportant aux locataires du secteur Vente au détail.

L'augmentation des produits enregistrée au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement de ce qui suit :

- l'augmentation des loyers de base et des recouvrements nets d'impôts fonciers et de charges d'exploitation d'immeubles existants;
- les produits tirés des immeubles acquis en 2015 et en 2016.

Montant ajusté du BAIIA²⁾ Le montant ajusté du BAIIA²⁾ a diminué de 4 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 111 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placement;
- la variation de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts; facteurs en partie contrebalancés par
- le plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles;

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté du BAIIA²⁾ a augmenté de 5 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 247 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- le plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles; en partie contrebalancé par
- la variation de l'ajustement de la juste valeur des immeubles de placements;
- la variation de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts.

Charges d'intérêts nettes et autres charges financières Les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 746 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 671 millions de dollars, en raison essentiellement de la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite.

Pour l'exercice à ce jour, les charges d'intérêts nettes et autres charges financières ont augmenté de 675 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 939 millions de dollars, en raison essentiellement de ce qui suit :

- la variation de l'ajustement de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite;
- l'augmentation des charges d'intérêts qui a découlé de l'émission de débetures non garanties de premier rang en 2015 et en 2016.

Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ Le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ a augmenté de 6 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 comparativement à celui inscrit au deuxième trimestre de 2015 pour s'établir à 83 millions de dollars.

Pour l'exercice à ce jour, le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ a augmenté de 14 millions de dollars comparativement à celui inscrit pour la période correspondante de 2015 pour s'établir à 166 millions de dollars.

L'augmentation du montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation²⁾ enregistrée au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour découle essentiellement du plus grand apport des activités d'exploitation des immeubles.

Autres questions Au deuxième trimestre de 2016, Propriétés de Choix a acquis 10 immeubles de placement de la société pour un prix d'achat d'environ 117 millions de dollars, à l'exclusion des coûts d'acquisition, prix qui a été entièrement réglé en trésorerie.

Après la clôture du deuxième trimestre de 2016, Propriétés de Choix a annoncé une hausse de 6,0 % par part de sa distribution annuelle aux porteurs de parts inscrits le 29 juillet 2016, la faisant passer à 0,71 \$ par part, distribution à payer le 15 août 2016.

5. Situation de trésorerie et sources de financement

5.1 Flux de trésorerie

Principales composantes des flux de trésorerie

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016				2015			
	(12 semaines)	(12 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	Variation (en \$)	Variation (en %)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 243 \$	1 013 \$	230 \$	22,7 %	1 018 \$	999 \$	19 \$	1,9 %
Entrées (sorties) nettes liées aux :								
Activités d'exploitation	733	930	(197)	(21,2) %	1 546	1 447	99	6,8 %
Activités d'investissement	(156)	(241)	85	35,3 %	(290)	(512)	222	43,4 %
Activités de financement	(606)	(415)	(191)	(46,0) %	(1 055)	(654)	(401)	(61,3) %
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4)	(2)	(2)	(100,0) %	(9)	5	(14)	(280,0) %
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 210 \$	1 285 \$	(75) \$	(5,8) %	1 210 \$	1 285 \$	(75) \$	(5,8) %

Entrées nettes liées aux activités d'exploitation Les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 733 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 197 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de ce qui suit :

- la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable à une diminution des crédateurs, en partie contrebalancée par
- une augmentation du bénéfice en trésorerie.

Pour l'exercice à ce jour, les activités d'exploitation se sont soldées par des entrées nettes de 1 546 millions de dollars, en hausse de 99 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2015. Cette augmentation découle essentiellement de ce qui suit :

- une augmentation du bénéfice en trésorerie;
- une augmentation des recouvrements des créances sur cartes de crédit attribuable à la croissance de la clientèle active dont il est question à la rubrique « Secteur Services financiers »; facteurs en partie contrebalancés par
- la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement attribuable à une diminution des créiteurs, en partie contrebalancée par la diminution des créances et des stocks.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 156 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 85 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de la diminution des placements à court terme. Pour l'exercice à ce jour, les activités d'investissement se sont soldées par des sorties nettes de 290 millions de dollars, en baisse de 222 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2015, en raison essentiellement de la diminution des placements à court terme et de la baisse des dépenses d'investissement nettes.

Dépenses d'investissement et activités relatives aux magasins

Au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 ou pour les périodes closes à ces dates	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)	Variation (en %)
Dépenses d'investissement (en millions de dollars canadiens)	371 \$	452 \$	(17,9) %
Superficie des magasins détenus par la société (en millions de pieds carrés)	35,7	36,6	(2,5) %
Superficie des magasins franchisés (en millions de pieds carrés)	15,9	15,7	1,3 %
Superficie des pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires (en millions de pieds carrés)	18,0	17,7	1,7 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	69,6	70,0	(0,6) %
Nombre de magasins détenus par la société	569	609	(6,6) %
Nombre de magasins franchisés	525	527	(0,4) %
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 317	1 306	0,8 %
Nombre total de magasins	2 411	2 442	(1,3) %
Biens immobiliers détenus par la société (en pourcentage)	72 %	72 %	
Biens immobiliers détenus par des franchisés (en pourcentage)	47 %	45 %	
Biens immobiliers détenus par les pharmaciens-proprétaires (en pourcentage)	1 %	2 %	
Superficie moyenne (en pieds carrés)			
Magasins détenus par la société	62 700	60 100	4,3 %
Magasins franchisés	30 300	29 800	1,7 %
Pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	13 700	13 600	0,7 %

Sorties nettes liées aux activités de financement Les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 606 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en hausse de 191 millions de dollars comparativement à celles inscrites au deuxième trimestre de 2015. Cette augmentation découle essentiellement du produit en trésorerie tiré de l'émission d'actions privilégiées au deuxième trimestre de 2015 et du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation, en partie contrebalancés par l'augmentation de la participation en copropriété de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC ») maintenue auprès de fiduciaires de titrisation indépendantes.

Pour l'exercice à ce jour, les activités de financement se sont soldées par des sorties nettes de 1 055 millions de dollars, en hausse de 401 millions de dollars comparativement à celles inscrites pour la période correspondante de 2015. Cette augmentation découle essentiellement du rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation et du produit en trésorerie tiré de l'émission d'actions privilégiées au deuxième trimestre de 2015, en partie contrebalancés par la diminution des remboursements nets effectués sur la dette à long terme. Les opérations importantes touchant la dette à long terme de la société sont décrites à la rubrique 5.2, « Situation de trésorerie et structure du capital ».

Flux de trésorerie disponibles²⁾

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016	2015	Variation	Variation	2016	2015	Variation	Variation
	(12 semaines)	(12 semaines)	(en \$)	(en %)	(24 semaines)	(24 semaines)	(en \$)	(en %)
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	432 \$	589 \$	(157) \$	(26,7) %	944 \$	733 \$	211 \$	28,8 %

Les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 432 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016, en baisse de 157 millions de dollars comparativement à ceux inscrits au deuxième trimestre de 2015, en raison essentiellement de la diminution des entrées nettes liées aux activités d'exploitation dont il est question ci-dessus, en partie contrebalancée par une baisse des paiements d'intérêts. Pour l'exercice 2016 à ce jour, les flux de trésorerie disponibles²⁾ se sont établis à 944 millions de dollars, en hausse de 211 millions de dollars comparativement à ceux inscrits pour la période correspondante de 2015, en raison essentiellement de l'augmentation des entrées nettes liées aux activités d'exploitation dont il est question ci-dessus et de la diminution des dépenses d'investissement nettes.

5.2 Situation de trésorerie et structure du capital

La société s'attend à ce que la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, les flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation et les montants qu'elle peut prélever sur des facilités de crédit engagées lui permettent de financer son programme de dépenses d'investissement ainsi que ses besoins courants liés à ses activités au cours des 12 prochains mois, y compris le fonds de roulement, les exigences de capitalisation des régimes de retraite et les obligations financières. Propriétés de Choix prévoit obtenir du financement à long terme, en vue de l'acquisition de propriétés faisant augmenter sa valeur, essentiellement en émettant des titres de capitaux propres et des débetures non garanties.

La société gère la structure de son capital en fonction de chacun de ses secteurs d'exploitation à présenter de manière à s'assurer que cette structure convienne au domaine dans lequel chaque secteur exerce ses activités. Le tableau qui suit présente le total de la dette sur laquelle la direction exerce un suivi, par secteur d'exploitation à présenter :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016				Au 20 juin 2015				Au 2 janvier 2016			
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Total
Dette bancaire	269 \$	— \$	— \$	269 \$	275 \$	— \$	— \$	275 \$	143 \$	— \$	— \$	143 \$
Dette à court terme	—	475	—	475	—	505	—	505	—	550	—	550
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	56	44	203	303	572	436	1	1 009	584	112	302	998
Dette à long terme	5 995	1 439	2 985	10 419	6 231	935	2 887	10 053	5 968	1 347	2 698	10 013
Titres de participation	—	—	—	—	225	—	—	225	—	—	—	—
Certains autres passifs	32	—	—	32	28	—	—	28	30	—	—	30
Total de la dette	6 352 \$	1 958 \$	3 188 \$	11 498 \$	7 331 \$	1 876 \$	2 888 \$	12 095 \$	6 725 \$	2 009 \$	3 000 \$	11 734 \$

Secteur Vente au détail La société gère la structure de son capital de manière à ce que le secteur Vente au détail affiche des paramètres de crédit cadrant avec ceux de détaillants dont les notations sont élevées. La société suit de près le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle, mesure qui lui permet d'évaluer le niveau d'endettement.

	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA ²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle	1,8x	2,2x	2,0x

Rapport de gestion

Le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ du secteur Vente au détail sur une base annuelle au 18 juin 2016 et au 2 janvier 2016 a diminué comparativement à celui inscrit au 20 juin 2015 en raison essentiellement de la croissance du montant ajusté du BAIIA²⁾, de la diminution de la dette ciblée en 2015 et du remboursement de billets à moyen terme de 525 millions de dollars qui sont arrivés à échéance au deuxième trimestre de 2016.

Secteur Propriétés de Choix Propriétés de Choix gère la structure de son capital de manière à maintenir des paramètres de crédit cadrant avec ceux de fiducies de placement immobilier (« FPI ») dont les notations sont élevées. Propriétés de Choix suit de près les paramètres pertinents au secteur des FPI, ce qui inclut de cibler un ratio de la dette sur le total des actifs approprié.

La société et Propriétés de Choix sont tenues de respecter certaines clauses restrictives de nature financière au titre de divers instruments d'emprunt. La société et Propriétés de Choix respectaient ces clauses restrictives au 18 juin 2016 et les ont respectées tout au long de la première moitié de 2016.

Banque le Choix du Président Les objectifs de gestion du capital de la Banque PC consistent à systématiquement maintenir une assise financière solide tout en tenant compte des risques économiques auxquels l'expose son portefeuille de créances sur cartes de crédit et à satisfaire à toutes les exigences réglementaires en matière de capital qui sont définies par le Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »). À la clôture du deuxième trimestre de 2016, la Banque PC respectait toutes les exigences réglementaires.

Composantes de la dette totale

Débetures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme émis au cours des périodes :

			18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital
Débetures non garanties de deuxième rang de Propriétés de Choix				
– Série G ⁱ⁾	3,20 %	7 mars 2023	250 \$	— \$
– Série H ⁱ⁾	5,27 %	7 mars 2046	100	—
– Série E	2,30 %	14 sept. 2020	—	250
Total des débetures et des billets à moyen terme émis			350 \$	250 \$

i) Les placements ont eu lieu dans le cadre du supplément de prospectus à un prospectus simplifié préalable de base de Propriétés de Choix déposé au quatrième trimestre de 2015.

Aucune émission n'a eu lieu aux deuxièmes trimestres de 2016 et de 2015.

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés au cours des périodes :

			18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Billets de Les Compagnies						
Loblaw limitée	7,10 %	1 ^{er} juin 2016	300 \$	— \$	300 \$	— \$
Billets de Shoppers Drug Mart/ Pharmaprix						
	2,01 %	24 mai 2016	225	—	225	—
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5						
	3,00 %	7 mars 2016	—	—	300	—
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			525 \$	— \$	825 \$	— \$

Facilités de crédit à terme non garanties Au deuxième trimestre de 2015 et pour les deux premiers trimestres de 2015, la société a comptabilisé des remboursements nets de 412 millions de dollars et de 619 millions de dollars, respectivement, qui ont été effectués sur les facilités de crédit à terme non garanties.

Fiducies de titrisation indépendantes La société, par l'intermédiaire de la Banque PC, participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants trisrés auprès de fiducies de titrisation indépendantes :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Créances trisrésées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances trisrésées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	750 \$	650 \$
Créances trisrésées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	475	505	550
Total des créances trisrésées auprès de fiducies de titrisation indépendantes	1 125 \$	1 255 \$	1 200 \$

La participation en copropriété de la Banque PC dans les créances trisrésées qu'elle détient auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes a augmenté de 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 (néant en 2015) et a diminué de 75 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (100 millions de dollars en 2015).

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif trisrésé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 18 juin 2016 et s'y est conformée tout au long de la première moitié de 2016.

Fiducies de financement indépendantes Au deuxième trimestre de 2016, la société a modifié l'entente visant la facilité de crédit engagée relative à ses fiducies de financement indépendantes afin d'en porter le montant à 700 millions de dollars et de repousser la date d'échéance au 10 juin 2019, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 18 juin 2016, au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016		Au 20 juin 2015		Au 2 janvier 2016	
	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix	500	142	500	86	500	—
Total des lignes de crédit engagées	1 500 \$	142 \$	1 500 \$	86 \$	1 500 \$	— \$

Au deuxième trimestre de 2016, la société a modifié l'entente visant sa facilité de crédit afin de repousser la date d'échéance au 10 juin 2021, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées. Après la clôture du deuxième trimestre de 2016, Propriétés de Choix a repoussé la date d'échéance de sa facilité au 5 juillet 2021, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

5.3 Situation financière

Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle²⁾ et montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle²⁾

	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	12,0 %	11,1 %	11,1 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ^{2), i)}	8,1 %	7,6 %	7,6 %

i) Aux fins de ce calcul, le capital s'entend du total de la dette, majoré des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme.

Le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle²⁾ a augmenté au 18 juin 2016 comparativement aux montants inscrits au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016, en raison essentiellement de l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net et des rachats d'actions. Le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle²⁾ a augmenté au 18 juin 2016 comparativement aux montants inscrits au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016, en raison essentiellement des facteurs mentionnés ci-dessus et de la diminution de la dette au cours des 12 derniers mois.

5.4 Notation

Au deuxième trimestre de 2016, Standard & Poor's a confirmé les notes attribuées à la société et à Propriétés de Choix. Au premier trimestre de 2016, Dominion Bond Rating Service a confirmé les notes attribuées à la société et à Propriétés de Choix et a révisé leur tendance, qui est passée de stable à positive dans les deux cas.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de la société :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Billets à moyen terme	BBB	Positive	BBB	s. o.
Autres billets et débetures	BBB	Positive	BBB	s. o.
Actions privilégiées de deuxième rang, série B	Pfd-3	Positive	P-3 (élevé)	s. o.

Le tableau qui suit présente les notes actuelles de Propriétés de Choix :

Notation (normes canadiennes)	Dominion Bond Rating Service		Standard & Poor's	
	Note	Tendance	Note	Perspective
Notation de l'émetteur	BBB	Positive	BBB	Stable
Débetures de premier rang non garanties	BBB	Positive	BBB	s. o.

5.5 Capital social

Actions privilégiées de deuxième rang (nombre illimité autorisé) Au deuxième trimestre de 2015, la société a émis 9,0 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série B, sans droit de vote, à 5,30 %, d'une valeur nominale de 225 millions de dollars. Les actions privilégiées de deuxième rang, série B, d'un montant de 221 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission de 4 millions de dollars après impôt, ont été présentées comme composante des capitaux propres dans le bilan consolidé résumé de la société.

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	18 juin 2016 (12 semaines)		20 juin 2015 (12 semaines)		18 juin 2016 (24 semaines)		20 juin 2015 (24 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire						
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	407 324 440	7 828 \$	412 604 989	7 872 \$	409 985 226	7 861 \$	412 480 891	7 860 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	183 394	8	371 684	18	914 608	40	775 882	35
Rachetées et annulées	(1 970 000)	(38)	(590 388)	(12)	(5 362 000)	(103)	(870 488)	(17)
Émises et en circulation à la clôture de la période	405 537 834	7 798 \$	412 386 285	7 878 \$	405 537 834	7 798 \$	412 386 285	7 878 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 187 318)	(22) \$	(633 682)	(9) \$	(643 452)	(10) \$	(555 046)	(3) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	(167 450)	(4)	(1 250 000)	(24)	(543 853)	(11)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR	27 453	—	11 489	1	733 587	12	309 256	2
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 159 865)	(22) \$	(789 643)	(12) \$	(1 159 865)	(22) \$	(789 643)	(12) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	404 377 969	7 776 \$	411 596 642	7 866 \$	404 377 969	7 776 \$	411 596 642	7 866 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	406 094 151		411 978 938		407 553 460		411 972 280	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	1 970 000	590 388	5 362 000	870 488
Contrepartie en trésorerie payée	132 \$	38 \$	363 \$	55 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	94	26	260	38
Diminution du capital social ordinaire	38	12	103	17
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	167 450	1 250 000	543 853
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	11 \$	90 \$	35 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	7	66	24
Diminution du capital social ordinaire	—	4	24	11

En 2016, dans le cadre de ses efforts visant à rembourser du capital aux actionnaires, la société a procédé au rachat et à l'annulation de 5 362 000 actions ordinaires par l'intermédiaire d'ententes privées, pour une contrepartie totale de 363 millions de dollars, ou un prix moyen pondéré de 67,74 \$ par action.

Rapport de gestion

Au deuxième trimestre de 2016, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 401 867 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés au cours des périodes se résument comme suit :

	18 juin 2016 ⁱ⁾ (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :				
Action ordinaire	0,26 \$	0,25 \$	0,51 \$	0,50 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A	— \$	0,37 \$	— \$	0,74 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série B	0,33 \$	— \$	0,66 \$	— \$

i) Les dividendes de 0,26 \$ par action ordinaire déclarés pour le deuxième trimestre de 2016 seront payés le 1^{er} juillet 2016. Les dividendes de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, déclarés pour le deuxième trimestre de 2016 seront payés le 30 juin 2016.

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Dividendes déclarés :				
Action ordinaire	106 \$	103 \$	208 \$	204 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A ⁱ⁾	—	4	—	7
Action privilégiée de deuxième rang, série B	3	—	6	—
Total des dividendes déclarés	109 \$	107 \$	214 \$	211 \$

i) Aux fins de la présentation des états financiers, des dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A, de 4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015 et de 7 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2015 ont été présentés comme composante des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Après la clôture du deuxième trimestre de 2016, le conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,26 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2016 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2016, et un dividende sur les actions privilégiées de deuxième rang, série B, de 0,33 \$, à payer le 30 septembre 2016 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2016.

5.6 Arrangements hors bilan

La société a recours à des arrangements hors bilan, notamment des lettres de crédit, des garanties et des garanties sous forme de trésorerie, dans le cadre de certaines obligations. Aucun changement important n'a été apporté aux arrangements hors bilan de la société au cours des deux premiers trimestres de 2016. Voir la rubrique 7.7, « Arrangements hors bilan », du Rapport annuel 2015 de la société pour une analyse des principaux arrangements hors bilan de la société.

6. Instruments financiers dérivés

La société a recours à des instruments dérivés pour atténuer certains des risques financiers auxquels elle est exposée. La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. La société n'a conclu aucun contrat à terme sur obligations ou swap de taux d'intérêt important au cours des deux premiers trimestres de 2016.

La société a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Pour plus de précisions sur l'incidence qu'ont eue ces instruments au cours des deux premiers trimestres de 2016, voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du présent rapport de gestion.

7. Résultats par trimestre

Conformément à une pratique comptable ayant cours dans l'industrie du commerce de détail, la société suit un cycle de présentation de 52 semaines, qui passe périodiquement à un exercice de 53 semaines. Les exercices 2016 et 2015 comptaient 52 semaines, tandis que l'exercice 2014 en comptait 53. Lorsqu'un exercice compte 53 semaines, comme c'était le cas pour l'exercice 2014, le quatrième trimestre comporte 13 semaines. Le cycle de 52 semaines est divisé en quatre trimestres de 12 semaines chacun, sauf pour le troisième trimestre, qui compte 16 semaines.

Résumé des résultats trimestriels consolidés

Le tableau qui suit présente un résumé des principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la société pour chacun des huit derniers trimestres :

	Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre		Troisième trimestre	
	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2014 (13 semaines)	2015 (16 semaines)	2014 (16 semaines)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)								
Produits	10 731 \$	10 535 \$	10 381 \$	10 048 \$	10 865 \$	11 413 \$	13 946 \$	13 599 \$
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	158	185	193	146	128	247	166	142
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	412	350	338	301	363	396	408	371
Bénéfice net par action ordinaire :								
De base (en dollars)	0,39 \$	0,45 \$	0,47 \$	0,35 \$	0,31 \$	0,60 \$	0,40 \$	0,34 \$
Dilué (en dollars)	0,39	0,44	0,47	0,35	0,31	0,59	0,40	0,34
Montant ajusté du bénéfice net par action ordinaire ²⁾ :								
De base (en dollars)	1,01 \$	0,85 \$	0,83 \$	0,73 \$	0,88 \$	0,96 \$	0,99 \$	0,90 \$
Dilué (en dollars)	1,01	0,84	0,82	0,72	0,87	0,95	0,98	0,89
Inflation nationale moyenne du prix des aliments (évaluée par l'IPC)	1,8 %	3,9 %	4,3 %	4,6 %	4,1 %	3,5 %	3,8 %	2,8 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	0,4 %	2,1 %	2,0 %	2,0 %	2,4 %	2,4 %	1,3 %	2,6 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	4,0 %	3,8 %	6,3 %	3,1 %	5,0 %	3,8 %	4,9 %	2,5 %

L'IPC ne traduit pas nécessairement l'incidence de l'inflation sur la composition spécifique de l'offre de produits vendus dans les magasins de la société.

Au cours des huit derniers trimestres, la superficie nette de vente au détail a diminué de 0,3 million de pieds carrés pour se fixer à 69,6 millions de pieds carrés, en raison essentiellement du plan de fermeture de magasins de la société annoncé au deuxième trimestre de 2015.

Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et bénéfice net dilué par action ordinaire Le montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les facteurs suivants :

- l'incidence du caractère saisonnier, qui est plus importante au quatrième trimestre et l'est moins au premier trimestre;
- le calendrier des jours fériés;
- la 53^e semaine comprise dans le quatrième trimestre de l'exercice 2014;
- les synergies nettes liées à l'acquisition.

Le bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société et le bénéfice net dilué par action ordinaire des huit derniers trimestres ont été touchés par les éléments dont il est question ci-dessus, notamment l'incidence des éléments importants dont il est question à la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion, en raison essentiellement des éléments importants suivants :

- la dépréciation d'actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail détenus en vue de la vente;
- la modification des ententes de redevances conclues avec les franchisés de certaines bannières;
- la conversion de magasins en un modèle d'exploitation moins coûteux et plus efficace conformément aux modalités des conventions collectives;
- la variation de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie.

8. Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'élaborer et de maintenir un système de contrôles et de procédures de communication de l'information de façon à fournir l'assurance raisonnable que toute information importante concernant la société et ses filiales est réunie et communiquée en temps opportun à la haute direction pour qu'elle soit en mesure de prendre des décisions éclairées à l'égard de ses communications publiques.

Il incombe également à la direction d'élaborer et de maintenir des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui sont adéquats de façon à fournir l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des rapports financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Dans la conception de ces contrôles, il faut considérer le fait qu'en raison de ses limites inhérentes, tout système de contrôles, aussi bien conçu et appliqué soit-il, ne saurait fournir qu'une assurance raisonnable que les objectifs de contrôle visés seront atteints et qu'il pourrait ne pas être en mesure de prévenir ni de détecter des inexactitudes. De plus, la direction doit faire appel à son jugement lorsqu'elle évalue les contrôles et procédures.

Changements apportés au contrôle interne à l'égard de l'information financière Aucun changement n'a été apporté au contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au deuxième trimestre de 2016 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

9. Risques d'entreprise et gestion des risques

Une liste complète détaillée des risques inhérents aux activités de la société est présentée dans la notice annuelle de la société pour l'exercice clos le 2 janvier 2016 et dans le rapport de gestion inclus dans le Rapport annuel 2015 de la société, qui sont intégrés par renvoi au présent rapport de gestion. Le Rapport annuel 2015 ainsi que la notice annuelle 2015 de la société peuvent être consultés à sedar.com. Ces risques et ces stratégies de gestion des risques demeurent inchangés.

10. Normes comptables

La société a mis en œuvre les modifications de la Norme comptable internationale 1, *Présentation des états financiers*, au premier trimestre de 2016, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

10.1 Principales méthodes comptables

Immobilisations corporelles La société a réévalué et révisé la durée d'utilité de certaines catégories de matériel et d'agencements qui est passée de huit à dix ans. Cette révision constitue un changement d'estimation qui se traduira par une diminution, au cours de l'exercice à l'étude, de la dotation aux amortissements, en lien avec ces actifs, d'environ 66 millions de dollars comparativement à 2015.

11. Perspectives³⁾

Loblaw demeure concentrée sur son cadre stratégique, qui vise à lui permettre d'avoir la meilleure offre dans les domaines des produits d'alimentation, de santé et de beauté, d'assurer l'excellence au chapitre de l'exploitation et de générer de la croissance. Ce cadre stratégique repose sur une stratégie financière axée sur le maintien d'affaires stables. Cette stratégie vise un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et une marge brute stable, la génération d'efficacités, la réalisation de synergies découlant de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix par la société et le remboursement de capital aux actionnaires. La société prévoit ce qui suit pour 2016 :

- la réalisation d'un chiffre d'affaires positif des magasins comparables et d'une marge brute stable pour son secteur Vente au détail dans un marché de l'alimentation hautement concurrentiel, malgré les pressions négatives persistantes exercées par la réforme du réseau de la santé;
- l'augmentation du montant ajusté du bénéfice net;
- l'affectation d'environ 1,3 milliard de dollars au titre des dépenses d'investissement, dont 1,0 milliard de dollars pour son secteur Vente au détail;
- le remboursement de capital aux actionnaires au moyen de l'affectation d'une fraction importante des flux de trésorerie disponibles au rachat d'actions.

12. Mesures financières non conformes aux PCGR

La société utilise les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes : le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail, le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail, le BAIIA, le montant ajusté du BAIIA, le montant ajusté de la marge du BAIIA, le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières, le montant ajusté de l'impôt sur le résultat, le montant ajusté du taux d'impôt, le montant ajusté du bénéfice net, le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire, les flux de trésorerie disponibles, le ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle, le montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle et le montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle, ainsi que, dans le cas de Propriétés de Choix, le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation. Elle estime que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent de l'information utile à la direction et aux investisseurs pour évaluer sa performance financière et sa situation financière, pour les raisons indiquées ci-dessous.

La direction a recours à ces mesures et à d'autres mesures financières non conformes aux PCGR afin d'exclure, lors de son analyse de la performance sous-jacente consolidée et sectorielle de la société sur le plan de l'exploitation, l'incidence de certaines charges et de certains produits qui doivent être comptabilisés en vertu des PCGR. La direction exclut ces éléments parce qu'ils ne sont pas nécessairement représentatifs de la performance sous-jacente de la société sur le plan de l'exploitation et qu'ils rendent difficiles les comparaisons de la performance financière sous-jacente d'une période à l'autre. La société exclut d'autres éléments si elle juge qu'il en résultera une analyse plus efficace de la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation. L'exclusion de certains éléments ne signifie pas que ces éléments ne sont pas récurrents.

Comme ces mesures n'ont pas de sens normalisé en vertu des PCGR, elles ne sauraient se comparer à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés ouvertes ni se substituer à d'autres mesures financières établies selon les PCGR.

Montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail et de la marge brute du secteur Vente au détail. Le montant ajusté de la marge brute exprimé en pourcentage du secteur Vente au détail correspond au montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail, divisé par le chiffre d'affaires du secteur Vente au détail. La société considère le montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation du secteur Vente au détail et à prendre des décisions à l'égard de ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Marge brute du secteur Vente au détail	2 811 \$	2 711 \$	5 587 \$	5 335 \$
Ajouter l'incidence des éléments suivants :				
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	9	—	9	—
Montant net des reprises de pertes de valeur liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail	4	—	4	—
Charges de restructuration et autres charges connexes	2	—	3	—
Charge liée aux stocks de vêtements	—	8	—	8
Montant ajusté de la marge brute du secteur Vente au détail	2 826 \$	2 719 \$	5 603 \$	5 343 \$

Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray Au deuxième trimestre de 2016, 10 magasins de détail situés à Fort McMurray ont subi des dommages causés par un feu incontrôlé qui a forcé l'évacuation de la ville. La société a comptabilisé une charge au titre des pertes liées aux stocks et des coûts liés au nettoyage et à la remise en état des lieux, comme il est décrit à la rubrique 4.1, « Autres questions liées au secteur Vente au détail ».

Montant net des reprises de pertes de valeur liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail Au deuxième trimestre de 2016, la société a mis un terme à ses efforts de vente des actifs restants de certaines activités accessoires du secteur des pharmacies au détail qui étaient auparavant commercialisées en vue de la vente, comme il est décrit à la rubrique 4.1, « Autres questions liées au secteur Vente au détail ».

Charges de restructuration et autres charges connexes La société évalue régulièrement ses initiatives de réduction des coûts ainsi que ses initiatives stratégiques liées à l'infrastructure de ses magasins, à ses réseaux de distribution et à son infrastructure administrative dans le but de s'assurer de maintenir une structure d'exploitation à faibles coûts. Des activités de restructuration liées à ces initiatives sont en cours.

Charge liée aux stocks de vêtements Au deuxième trimestre de 2015, la société a conclu une entente visant la liquidation, aux États-Unis, de certains stocks de vêtements plus anciens provenant d'établissements au Canada, et elle a comptabilisé à cet égard une charge de 8 millions de dollars au deuxième trimestre et pour les deux premiers trimestres de 2015.

BAIIA, montant ajusté du BAIIA et montant ajusté de la marge du BAIIA Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement du bénéfice avant impôt sur le résultat, charges d'intérêts nettes et autres charges financières et amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles (le « BAIIA »), du montant ajusté du BAIIA et du montant ajusté du résultat d'exploitation avec le bénéfice d'exploitation, lequel fait l'objet d'un rapprochement avec le bénéfice net établi conformément aux PCGR qui est présenté dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015. La société considère le montant ajusté du BAIIA comme une mesure utile l'aidant à évaluer la performance de ses activités courantes et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses d'investissement.

Le montant ajusté de la marge du BAIIA correspond au montant ajusté du BAIIA, divisé par les produits.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)					2015 (12 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					161 \$					185 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					(5)					1
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					236					106
Impôt sur le résultat					125					121
Bénéfice d'exploitation	475 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	517 \$	375 \$	36 \$	115 \$	(113) \$	413 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	339	3	—	4	346	364	2	—	3	369
BAIIA	814 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	863 \$	739 \$	38 \$	115 \$	(110) \$	782 \$
Bénéfice d'exploitation	475 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	517 \$	375 \$	36 \$	115 \$	(113) \$	413 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	123	—	—	—	123	124	—	—	—	124
Charges de restructuration et autres charges connexes	43	—	—	—	43	54	—	—	—	54
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	12	—	—	—	12	—	—	—	—	—
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	10	—	—	—	10	9	—	—	—	9
Reprises de pertes de valeur liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail – montant net	(4)	—	—	—	(4)	—	—	—	—	—
Charge liée aux stocks de vêtements	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises	—	—	—	—	—	4	—	—	—	4
Montant ajusté du résultat d'exploitation	659 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	701 \$	574 \$	36 \$	115 \$	(113) \$	612 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	339	3	—	4	346	364	2	—	3	369
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(123)	—	—	—	(123)	(124)	—	—	—	(124)
Montant ajusté du BAIIA	875 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	924 \$	814 \$	38 \$	115 \$	(110) \$	857 \$

Rapport de gestion

(en millions de dollars canadiens)	2016 (24 semaines)					2015 (24 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés	Vente au détail	Services financiers ⁴⁾	Propriétés de Choix ⁴⁾	Consolidation et éliminations	Chiffres consolidés
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société					357 \$					331 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Participations ne donnant pas le contrôle					(14)					1
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières					393					298
Impôt sur le résultat					217					197
Bénéfice d'exploitation	868 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	953 \$	745 \$	78 \$	242 \$	(238) \$	827 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	701	6	—	7	714	728	5	—	6	739
BAIIA	1 569 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 667 \$	1 473 \$	83 \$	242 \$	(232) \$	1 566 \$
Bénéfice d'exploitation	868 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	953 \$	745 \$	78 \$	242 \$	(238) \$	827 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :										
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	247	—	—	—	247	248	—	—	—	248
Charges de restructuration et autres charges connexes	44	—	—	—	44	66	—	—	—	66
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	20	—	—	—	20	(3)	—	—	—	(3)
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	12	—	—	—	12	—	—	—	—	—
Avis de cotisation lié à un exercice précédent	10	—	—	—	10	—	—	—	—	—
Reprises de pertes de valeur liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail – montant net	(4)	—	—	—	(4)	—	—	—	—	—
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises	2	—	—	—	2	7	—	—	—	7
Achats de rentes et rachats de régimes de retraite	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Charge liée aux stocks de vêtements	—	—	—	—	—	8	—	—	—	8
Coûts liés à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, déduction faite de l'incidence des opérations de dessaisissement	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
Montant ajusté du résultat d'exploitation	1 201 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	1 286 \$	1 073 \$	78 \$	242 \$	(238) \$	1 155 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	701	6	—	7	714	728	5	—	6	739
Moins : amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	(247)	—	—	—	(247)	(248)	—	—	—	(248)
Montant ajusté du BAIIA	1 655 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 753 \$	1 553 \$	83 \$	242 \$	(232) \$	1 646 \$

Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix

L'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix en 2014 comprenait des immobilisations incorporelles à durée d'utilité définie d'environ 6 050 millions de dollars, qui sont amorties sur leur durée d'utilité estimée et ont été comptabilisées dans les frais de vente et charges générales et administratives. L'amortissement annuel lié aux immobilisations incorporelles acquises s'établira à environ 550 millions de dollars jusqu'en 2024 et diminuera par la suite.

Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change La société est exposée aux fluctuations des prix des marchandises et du cours de change du dollar américain. Conformément à sa politique de gestion du risque marchandises, la société a recours à des contrats à terme normalisés et à des contrats à terme de gré à gré négociés en Bourse pour atténuer la volatilité des prix du carburant et du cours de change du dollar américain. Ces instruments dérivés ne sont pas acquis à des fins de transaction ou de spéculation. Conformément aux méthodes comptables que la société utilise à l'égard de ses instruments dérivés, la variation de la juste valeur de ces instruments, qui comprend les profits et les pertes réalisés et latents, est comptabilisée dans le résultat d'exploitation. La comptabilisation de ces dérivés sur marchandises et de ces dérivés de change a une incidence sur les résultats présentés par la société; cependant, leur effet économique permet de réduire considérablement les risques connexes découlant des fluctuations des prix des marchandises et du cours de change et des engagements liés au dollar américain.

Avis de cotisation lié à un exercice précédent Au premier trimestre de 2016, la province d'Ontario a adopté des modifications rétroactives à la *Loi sur les droits de cession immobilière*. Ces modifications s'appliquaient aux cessions immobilières entre deux parties liées ayant eu lieu le 19 juillet 1989 ou après cette date. Ces modifications ont eu une incidence sur certaines cessions immobilières entre la société et Propriétés de Choix au moment du premier appel public à l'épargne, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'une charge de 10 millions de dollars dans les frais de vente et charges générales et administratives du secteur Vente au détail au premier trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour.

Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises Chaque date de clôture, la société évalue s'il y a ou non dépréciation et, au besoin, inscrit des pertes de valeur ou des reprises de pertes de valeur comptabilisées précédemment au titre de la valeur comptable de ses immobilisations corporelles, de ses immeubles de placement et de ses immobilisations incorporelles.

Achats de rentes et rachats de régimes de retraite La société procède à plusieurs achats de rentes et rachats de régimes de retraite ayant trait à d'anciens employés. Ces activités visent à réduire l'obligation de la société au titre des régimes à prestations définies et à atténuer les risques et la volatilité liés aux régimes de retraite.

Coûts liés à l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix, déduction faite de l'incidence des opérations de dessaisissement Au premier trimestre de 2015, la société a conclu toutes les opérations de dessaisissement restantes exigées par le Bureau de la concurrence et a comptabilisé une perte de 2 millions de dollars sur les opérations de dessaisissement.

Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières et des charges d'intérêts nettes et autres charges financières qui sont présentées dans les états consolidés résumés intermédiaires non audités des résultats pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015. La société considère le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance financière sous-jacente et pour la prise de décisions concernant ses activités de nature financière.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	236 \$	106 \$	393 \$	298 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie	(108)	33	(140)	(25)
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	(8)	—	(11)
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières	128 \$	131 \$	253 \$	262 \$

Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie La société est exposée aux fluctuations du cours de marché en raison des parts qui sont détenues par d'autres porteurs de parts que la société. Ces parts sont présentées à titre de passif au bilan consolidé résumé intermédiaire non audité de la société, puisqu'elles sont rachetables contre trésorerie au gré des porteurs, sous réserve de certaines restrictions. Ce passif est comptabilisé à la juste valeur chaque date de présentation de l'information financière selon le cours de marché des parts à la clôture de chaque période. Une augmentation (diminution) du cours de marché des parts de fiducie entraîne une augmentation (diminution) des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Amortissement accéléré des coûts de financement différés La société comptabilise des charges liées à l'amortissement accéléré des coûts de financement différés par suite de remboursements anticipés effectués sur la dette.

Montant ajusté de l'impôt sur le résultat et montant ajusté du taux d'impôt La société considère le montant ajusté de l'impôt sur le résultat comme une mesure utile pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Montant ajusté du résultat d'exploitation ⁱ⁾	701 \$	612 \$	1 286 \$	1 155 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ⁱ⁾	128	131	253	262
Montant ajusté du bénéfice avant impôt	573 \$	481 \$	1 033 \$	893 \$
Impôt sur le résultat	125 \$	121 \$	217 \$	197 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence fiscale des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt ⁱⁱ⁾	38	47	77	82
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	(38)	(3)	(38)
Montant ajusté de l'impôt sur le résultat	163 \$	130 \$	291 \$	241 \$
Taux d'impôt effectif	44,5 %	39,4 %	38,8 %	37,2 %
Montant ajusté du taux d'impôt	28,4 %	27,0 %	28,2 %	27,0 %

- i) Voir le rapprochement du montant ajusté du résultat d'exploitation et du montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières présenté ci-dessus.
ii) Voir le tableau portant sur le BAIIA, le montant ajusté du BAIIA et le montant ajusté de la marge du BAIIA, ainsi que le tableau présentant le montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ci-dessus pour obtenir une liste exhaustive des éléments inclus dans le montant ajusté du bénéfice avant impôt.

Le montant ajusté du taux d'impôt correspond au montant ajusté de l'impôt sur le résultat, divisé par la somme du montant ajusté du résultat d'exploitation diminué des charges d'intérêts nettes et autres charges financières.

Modification des taux d'impôt des sociétés prévus par la loi Les actifs et les passifs d'impôt différé de la société reflètent l'incidence des modifications des taux d'impôt provinciaux et fédéral des sociétés prévus par la loi, ce qui donne lieu à l'imposition d'une charge ou d'un avantage sur les bénéfices. La société applique toute modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi dans la période au cours de laquelle elle est quasi adoptée par l'instance législative.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi. Cette augmentation a été promulguée au premier trimestre et le taux est passé de 12 % à 14 % en date du 1^{er} avril 2016. Par conséquent, Loblaw a comptabilisé une charge liée à la réévaluation de ses actifs et passifs d'impôt différé.

Montant ajusté du bénéfice net et montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire La société considère le montant ajusté du bénéfice net et le montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire comme des mesures utiles pour l'évaluation de sa performance sous-jacente sur le plan de l'exploitation et pour la prise de décisions concernant ses activités courantes.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire et du bénéfice net dilué par action ordinaire établi conformément aux PCGR et présenté pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015.

(en dollars, sauf indication contraire)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	409,9	416,7	411,5	416,7
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (en millions de dollars canadiens)	161 \$	185 \$	357 \$	331 \$
Moins : dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social (en millions de dollars canadiens)	(3)	—	(6)	—
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société (en millions de dollars canadiens)	158 \$	185 \$	351 \$	331 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire	0,39 \$	0,44 \$	0,85 \$	0,79 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ⁱ⁾	0,26	(0,08)	0,34	0,06
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	0,23	0,23	0,45	0,44
Charges de restructuration et autres charges connexes	0,10	0,11	0,10	0,14
Ajustement de la juste valeur des contrats liés au carburant et des contrats de change	0,02	0,02	0,04	—
Charges liées aux magasins de détail situés à Fort McMurray	0,02	—	0,02	—
Reprises de pertes de valeur liées aux actifs accessoires du secteur des pharmacies au détail – montant net	(0,01)	—	(0,01)	—
Modification du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi	—	0,09	0,01	0,09
Perte de valeur des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes, déduction faite des reprises	—	0,01	—	0,01
Charge liée aux stocks de vêtements	—	0,01	—	0,01
Amortissement accéléré des coûts de financement différés	—	0,01	—	0,02
Avis de cotisation lié à un exercice précédent	—	—	0,02	—
Montant ajusté du bénéfice net dilué par action ordinaire	1,01 \$	0,84 \$	1,82 \$	1,56 \$
Montant ajusté du bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société (en millions de dollars canadiens)	415 \$	350 \$	756 \$	651 \$
Moins : dividendes prescrits sur les actions privilégiées du capital social (en millions de dollars canadiens)	(3)	—	(6)	—
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société (en millions de dollars canadiens)	412 \$	350 \$	750 \$	651 \$

i) Les profits ou les pertes au titre de l'ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie ne sont pas assujettis à l'impôt.

Flux de trésorerie disponibles Le tableau qui suit présente le rapprochement des flux de trésorerie disponibles utilisés pour évaluer la situation financière de la société et des mesures conformes aux PCGR pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent une mesure utile pour évaluer la trésorerie qu'elle peut affecter à des activités de financement et d'investissement supplémentaires.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	733 \$	930 \$	1 546 \$	1 447 \$
Moins :				
Dépenses d'investissement	214	221	371	452
Intérêts payés	87	120	231	262
Flux de trésorerie disponibles	432 \$	589 \$	944 \$	733 \$

Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix Le tableau qui suit présente le rapprochement du montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation de Propriétés de Choix et des mesures conformes aux PCGR pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015. La société est d'avis que le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation est une mesure utile pour l'évaluation de la performance économique et de la capacité de Propriétés de Choix à verser des distributions.

(en millions de dollars canadiens)	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)	2016 (24 semaines)	2015 (24 semaines)
Bénéfice net (perte nette)	(560) \$	189 \$	(692) \$	(22) \$
Ajustements de la juste valeur des parts de catégorie B de société en commandite	580	(160)	761	94
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement	23	16	37	17
Ajustements de la juste valeur de la rémunération fondée sur des parts	4	—	5	—
Ajustements de la juste valeur des immeubles de placement détenus dans la coentreprise comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence	—	—	(14)	—
Distributions sur les parts de catégorie B de société en commandite	53	50	106	100
Charges internes au titre de la location	2	1	2	1
Fonds provenant des activités d'exploitation	102 \$	96 \$	205 \$	190 \$
Produits locatifs comptabilisés sur une base linéaire	(10)	(9)	(19)	(18)
Amortissement des charges financières	1	(1)	—	(1)
Charge de rémunération fondée sur des parts	1	1	2	1
Dépenses d'investissement de maintien liées aux immeubles et à la location, montant normalisé ⁱ⁾	(11)	(10)	(22)	(20)
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation	83 \$	77 \$	166 \$	152 \$

i) Le caractère saisonnier a une incidence sur le calendrier des dépenses d'investissement. Le montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation a été ajusté pour tenir compte de ce facteur afin de faciliter la comparaison entre les trimestres.

13. Informations supplémentaires

Des informations supplémentaires sur la société ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR »), et elles peuvent être consultées en ligne à l'adresse sedar.com et auprès du BSIF, organisme de réglementation principal de la Banque PC, filiale de la société.

Le 26 juillet 2016
Toronto, Canada

Notes de fin de document du rapport de gestion

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2015 de la société à la page 135.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR ».
 - 3) À lire en parallèle avec la rubrique 1, « Énoncés prospectifs ».
 - 4) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », et la note 20, « Informations sectorielles », des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de 2016 de la société.
 - 5) L'augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail en 2015 ne tient pas compte non plus de l'incidence négative d'un changement apporté au modèle de distribution d'un fournisseur de produits du tabac, qui n'a pas influé sur les résultats de la période à l'étude.
-

Résultats financiers

États consolidés résumés des résultats	37
États consolidés résumés du résultat global	38
États consolidés résumés des variations des capitaux propres	39
Bilans consolidés résumés	40
Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie	41
Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	42
Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière	42
Note 2. Principales méthodes comptables	42
Note 3. Acquisitions d'entreprises	42
Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	44
Note 5. Impôt sur le résultat	44
Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire	45
Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	45
Note 8. Créances sur cartes de crédit	46
Note 9. Stocks	46
Note 10. Autres actifs	46
Note 11. Dette à court terme	47
Note 12. Dette à long terme	47
Note 13. Autres passifs	49
Note 14. Capital social	49
Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres	51
Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme	53
Note 17. Instruments financiers	54
Note 18. Passifs éventuels	56
Note 19. Charges de restructuration et autres charges connexes	57
Note 20. Informations sectorielles	58
Sommaire financier	61

États consolidés résumés des résultats

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Produits	10 731 \$	10 535 \$	21 112 \$	20 583 \$
Coût des marchandises vendues	7 701	7 620	15 095	14 841
Frais de vente et charges générales et administratives	2 513	2 502	5 064	4 915
Bénéfice d'exploitation	517 \$	413 \$	953 \$	827 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	236	106	393	298
Bénéfice avant impôt sur le résultat	281 \$	307 \$	560 \$	529 \$
Impôt sur le résultat (note 5)	125	121	217	197
Bénéfice net	156 \$	186 \$	343 \$	332 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	161 \$	185 \$	357 \$	331 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	1	(14)	1
Bénéfice net	156 \$	186 \$	343 \$	332 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 6)				
De base	0,39 \$	0,45 \$	0,86 \$	0,80 \$
Dilué	0,39 \$	0,44 \$	0,85 \$	0,79 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 6)				
De base	406,1	412,0	407,6	412,0
Dilué	409,9	416,7	411,5	416,7

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés du résultat global

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Bénéfice net	156 \$	186 \$	343 \$	332 \$
Autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt				
Éléments reclassés en résultat net ou qui pourraient l'être ultérieurement :				
Profit (perte) de change	2 \$	(4) \$	6 \$	3 \$
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie (note 17)	—	1	(2)	1
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net : (Pertes actuarielles nettes) gains actuariels nets au titre des régimes à prestations définies (note 16)	(19)	10	(101)	(5)
Autres éléments du résultat global	(17) \$	7 \$	(97) \$	(1) \$
Résultat global total	139 \$	193 \$	246 \$	331 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires de la société	144 \$	192 \$	260 \$	330 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(5)	1	(14)	1
Résultat global total	139 \$	193 \$	246 \$	331 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

États consolidés résumés des variations des capitaux propres

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social privilégié	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 2 janvier 2016	221 \$	7 851 \$	4 954 \$	102 \$	23 \$	13 \$	13 164 \$
Bénéfice net (perte nette)	— \$	— \$	357 \$	— \$	— \$	(14) \$	343 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	(101)	—	4	—	(97)
Résultat global total	— \$	— \$	256 \$	— \$	4 \$	(14) \$	246 \$
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	—	(103)	(260)	—	—	—	(363)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	—	40	(17)	(13)	—	—	10
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	—	(24)	(66)	—	—	—	(90)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	—	12	34	—	—	—	46
Dividendes déclarés (note 14)	—	—	(214)	—	—	—	(214)
Apport des participations ne donnant pas le contrôle, montant net	—	—	—	—	—	2	2
	— \$	(75) \$	(267) \$	(13) \$	4 \$	(12) \$	(363) \$
Solde au 18 juin 2016	221 \$	7 776 \$	4 687 \$	89 \$	27 \$	1 \$	12 801 \$

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) (non audité)	Capital social privilégié	Capital social ordinaire	Résultats non distribués	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 3 janvier 2015	— \$	7 857 \$	4 810 \$	104 \$	8 \$	8 \$	12 787 \$
Bénéfice net	— \$	— \$	331 \$	— \$	— \$	1 \$	332 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	(5)	—	4	—	(1)
Résultat global total	— \$	— \$	326 \$	— \$	4 \$	1 \$	331 \$
Émission d'actions privilégiées (note 14)	221	—	—	—	—	—	221
Actions ordinaires rachetées et annulées (note 14)	—	(17)	(38)	—	—	—	(55)
Incidence nette de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (notes 14 et 15)	—	35	—	10	—	—	45
Actions rachetées et détenues en fiducie (note 14)	—	(11)	(24)	—	—	—	(35)
Actions détenues en fiducie et libérées (notes 14 et 15)	—	2	11	—	—	—	13
Dividendes déclarés (note 14)	—	—	(204)	—	—	—	(204)
	221 \$	9 \$	71 \$	10 \$	4 \$	1 \$	316 \$
Solde au 20 juin 2015	221 \$	7 866 \$	4 881 \$	114 \$	12 \$	9 \$	13 103 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Bilans consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 7)	1 210 \$	1 285 \$	1 018 \$
Placements à court terme (note 7)	24	52	64
Créances	1 056	1 191	1 325
Créances sur cartes de crédit (note 8)	2 767	2 647	2 790
Stocks (note 9)	4 170	4 349	4 322
Impôt sur le résultat recouvrable	—	31	—
Charges payées d'avance et autres actifs	256	245	265
Actifs détenus en vue de la vente	58	24	71
Total des actifs courants	9 541 \$	9 824 \$	9 855 \$
Immobilisations corporelles	10 320	10 275	10 480
Immeubles de placement	214	177	160
Immobilisations incorporelles	8 957	9 403	9 164
Goodwill	3 370	3 327	3 362
Actifs d'impôt différé	133	150	132
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés (note 17)	300	384	329
Autres actifs (note 10)	357	324	457
Total des actifs	33 192 \$	33 864 \$	33 939 \$
Passifs			
Passifs courants			
Dette bancaire	269 \$	275 \$	143 \$
Fournisseurs et autres passifs	4 798	4 924	5 106
Provisions	101	72	127
Impôt sur le résultat à payer	173	—	82
Dette à court terme (note 11)	475	505	550
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme (note 12)	303	1 009	998
Participation des pharmaciens-propriétaires	214	184	216
Titres de participation	—	225	—
Total des passifs courants	6 333 \$	7 194 \$	7 222 \$
Provisions	136	85	131
Dette à long terme (note 12)	10 419	10 053	10 013
Passif lié aux parts de fiducie (note 17)	970	756	821
Passifs d'impôt différé	1 741	1 863	1 834
Autres passifs (note 13)	792	810	754
Total des passifs	20 391 \$	20 761 \$	20 775 \$
Capitaux propres			
Capital social privilégié	221 \$	221 \$	221 \$
Capital social ordinaire (note 14)	7 776	7 866	7 851
Résultats non distribués	4 687	4 881	4 954
Surplus d'apport (note 15)	89	114	102
Cumul des autres éléments du résultat global	27	12	23
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société	12 800 \$	13 094 \$	13 151 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1	9	13
Total des capitaux propres	12 801 \$	13 103 \$	13 164 \$
Total des passifs et des capitaux propres	33 192 \$	33 864 \$	33 939 \$

Passifs éventuels (note 18).

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie

(en millions de dollars canadiens) (non audité)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	156 \$	186 \$	343 \$	332 \$
Ajouter (déduire) :				
Impôt sur le résultat (note 5)	125	121	217	197
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	236	106	393	298
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	346	369	714	739
Perte de valeur nette des immobilisations corporelles et autres pertes de valeur connexes	4	20	6	23
(Profit) perte sur la sortie d'actifs	—	(1)	3	(2)
	867 \$	801 \$	1 676 \$	1 587 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	102	321	(35)	19
Variation des créances sur cartes de crédit (note 8)	(173)	(169)	23	(17)
Impôt sur le résultat payé	(81)	(71)	(183)	(206)
Intérêts perçus	2	1	4	3
Autres	16	47	61	61
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	733 \$	930 \$	1 546 \$	1 447 \$
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(150) \$	(178) \$	(242) \$	(382) \$
Entrées d'immobilisations incorporelles	(64)	(43)	(129)	(70)
Trésorerie reprise à la consolidation initiale des franchises (note 3)	3	—	18	—
Variation des placements à court terme (note 7)	46	(8)	40	(31)
Produit de la sortie d'actifs	17	15	33	26
Autres	(8)	(27)	(10)	(55)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(156) \$	(241) \$	(290) \$	(512) \$
Activités de financement				
Variation de la dette bancaire	(22) \$	(24) \$	126 \$	113 \$
Variation de la dette à court terme (note 11)	125	—	(75)	(100)
Dette à long terme (note 12)				
Émise	216	259	606	514
Remboursée	(607)	(612)	(949)	(968)
Intérêts payés	(87)	(120)	(231)	(262)
Dividendes versés sur les actions ordinaires et les actions privilégiées	(105)	(101)	(105)	(101)
Capital social ordinaire				
Émis (note 14)	7	14	34	28
Racheté et détenu en fiducie (note 14)	—	(11)	(90)	(35)
Racheté et annulé (note 14)	(132)	(38)	(363)	(55)
Émission de capital social privilégié (note 14)	—	221	—	221
Autres	(1)	(3)	(8)	(9)
Sorties nettes liées aux activités de financement	(606) \$	(415) \$	(1 055) \$	(654) \$
Incidence de la variation des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(4) \$	(2) \$	(9) \$	5 \$
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(33) \$	272 \$	192 \$	286 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 243	1 013	1 018	999
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 210 \$	1 285 \$	1 210 \$	1 285 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les périodes closes le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Note 1. Nature et description de l'entité présentant l'information financière

Les Compagnies Loblaw limitée, société ouverte canadienne constituée en 1956, est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix (« Propriétés de Choix »). Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services bancaires aux particuliers, des services de cartes de crédit ainsi que des produits et services d'assurance et de téléphonie mobile. Le siège social de la société est situé au 22, av. St. Clair Est, Toronto, Canada M4T 2S7. Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont appelées conjointement la « société » ou « Loblaw » dans les présents états financiers consolidés.

L'actionnaire détenant le contrôle de la société est George Weston limitée (« Weston »), qui détient environ 46 % des actions ordinaires en circulation de la société. La société mère ultime est Wittington Investments, Limited. Le reste des actions ordinaires est détenu par un grand nombre d'actionnaires.

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter : Vente au détail, Services financiers et Propriétés de Choix (voir la note 20). À la clôture du deuxième trimestre de 2016, Loblaw détenait une participation véritable de 82,8 % (83,1 % en 2015) dans Propriétés de Choix.

Pendant les périodes intermédiaires, les activités de la société sont touchées par leur caractère saisonnier et le calendrier des jours fériés. Par conséquent, la performance trimestrielle n'est pas nécessairement représentative de la performance annuelle. La société a toujours dégagé davantage de produits au quatrième trimestre qu'aux trimestres précédents de son exercice.

Note 2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables ainsi que les estimations et jugements critiques décrits dans les états financiers consolidés annuels audités de 2015 de la société ont été appliqués de manière uniforme lors de la préparation des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en dollars canadiens.

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont établis selon les Normes internationales d'information financière et la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, publiées par l'International Accounting Standards Board. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2015 de la société et les notes y afférentes.

La publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités a été approuvée par le conseil d'administration de la société (le « Conseil ») le 26 juillet 2016.

Normes comptables mises en œuvre en 2016

La société a mis en œuvre les modifications de la Norme comptable internationale 1, *Présentation des états financiers*, au premier trimestre de 2016, ce qui n'a eu aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Changements d'estimations comptables

Immobilisations corporelles La société a réévalué et révisé la durée d'utilité de certaines catégories de matériel et d'agencements qui est passée de huit à dix ans. Cette révision constitue un changement d'estimation qui se traduira par une diminution, au cours de l'exercice à l'étude, de la dotation aux amortissements, en lien avec ces actifs, d'environ 66 millions de dollars comparativement à 2015.

Note 3. Acquisitions d'entreprises

Consolidation de franchises La société consolide certaines de ses franchises à la date à laquelle le franchisé a conclu un nouveau contrat de franchise avec la société. Les actifs acquis et les passifs repris par suite de la consolidation ont été évalués à la date d'acquisition au moyen des justes valeurs qui se rapprochent des valeurs comptables des franchises à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation des franchises acquises ont été inclus dans les résultats d'exploitation de la société à compter de la date d'acquisition.

Le tableau qui suit présente un résumé des montants comptabilisés au titre des actifs acquis, des passifs repris et des participations ne donnant pas le contrôle à la date d'acquisition au cours des périodes closes aux dates indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Actif net acquis :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 \$	— \$	18 \$	— \$
Stocks	7	9	28	9
Immobilisations corporelles	10	12	21	12
Fournisseurs et autres passifs ⁱ⁾	(4)	(1)	(26)	(1)
Autres passifs ⁱ⁾	(15)	(20)	(31)	(20)
Participations ne donnant pas le contrôle	(1)	—	(10)	—
Total de l'actif net acquis	— \$	— \$	— \$	— \$

i) À la consolidation, les fournisseurs et autres passifs et les autres passifs sont éliminés des créances, des créances liées à des prêts consentis à des franchisés et des placements dans des franchises qui sont détenus par la société.

Autres acquisitions d'entreprises Au troisième trimestre de 2015, la société a acquis l'actif net d'un magasin d'alimentation pour une contrepartie en trésorerie totale de 41 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2016, la société a arrêté la répartition du prix d'achat comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	
Actif net acquis :	
Immobilisations corporelles	16 \$
Stocks	1
Autres actifs	3
Goodwill	21
Total de l'actif net acquis	41 \$

Le goodwill est attribuable aux synergies attendues de l'intégration du magasin au réseau de franchises actuel de la société et il est déductible à des fins fiscales.

Note 4. Charges d'intérêts nettes et autres charges financières

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Charges d'intérêts et autres charges financières :				
Dette à long terme ⁱ⁾	113 \$	120 \$	220 \$	232 \$
Emprunts liés aux créances sur cartes de crédit	6	9	13	18
Distributions sur les parts de fiducie	11	11	23	22
Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme (note 16)	2	3	6	6
Fiducies de financement indépendantes	4	3	7	7
Dividendes sur les titres de participation	—	4	—	7
Ajustement de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie (note 17)	108	(33)	140	25
Dette bancaire	1	—	2	—
Intérêts inscrits à l'actif	(1)	(1)	(2)	(2)
	244 \$	116 \$	409 \$	315 \$
Produits d'intérêts :				
Produits de désactualisation	(4) \$	(6) \$	(7) \$	(13) \$
Produits d'intérêts à court terme	(4)	(4)	(6)	(4)
Instruments financiers dérivés ⁱⁱ⁾	—	—	(3)	—
	(8) \$	(10) \$	(16) \$	(17) \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	236 \$	106 \$	393 \$	298 \$

- i) Tenait compte, au deuxième trimestre de 2015 et pour les deux premiers trimestres de 2015, d'une charge de 8 millions de dollars et de 11 millions de dollars, respectivement, liée à l'amortissement accéléré des coûts de financement différés par suite du remboursement anticipé de la facilité de crédit à terme non garantie de 3,5 milliards de dollars de Loblaw, obtenue dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.
- ii) Tient compte d'un profit réalisé de 3 millions de dollars lié à la juste valeur de contrats à terme sur obligations de Propriétés de Choix qui ont été réglés au premier trimestre de 2016 (voir la note 17).

Note 5. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 (121 millions de dollars en 2015) et le taux d'impôt effectif, à 44,5 % (39,4 % en 2015). Pour l'exercice à ce jour, la charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 217 millions de dollars (197 millions de dollars en 2015) et le taux d'impôt effectif, à 38,8 % (37,2 % en 2015). L'augmentation du taux d'impôt effectif est essentiellement attribuable à une augmentation de l'ajustement non déductible de la juste valeur du passif lié aux parts de fiducie, à une augmentation de l'impôt exigible découlant d'une augmentation, promulguée au deuxième trimestre de 2015, du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi en Alberta, qui est passé de 10,0 % à 12,0 %, et à une augmentation de certains autres éléments non déductibles, en partie contrebalancée par une diminution de la charge d'impôt différé liée à la réévaluation au deuxième trimestre de 2015 des passifs d'impôt différé de la société résultant de l'augmentation du taux d'impôt prévu par la loi en Alberta. Pour l'exercice à ce jour, le taux d'impôt effectif tient également compte de l'augmentation de la charge d'impôt différé par suite de l'augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi au Nouveau-Brunswick.

Au premier trimestre de 2016, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a annoncé une augmentation du taux d'impôt des sociétés prévu par la loi, qui est passé de 12,0 % à 14,0 %. Par conséquent, la société a comptabilisé une charge de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour en lien avec la réévaluation de ses passifs d'impôt différé.

Note 6. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	161 \$	185 \$	357 \$	331 \$
Dividendes sur les actions privilégiées dans les capitaux propres	(3)	—	(6)	—
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires	158 \$	185 \$	351 \$	331 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions) (note 14)	406,1	412,0	407,6	412,0
Effet dilutif de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (en millions)	3,4	4,2	3,5	4,2
Effet dilutif de certains autres passifs (en millions)	0,4	0,5	0,4	0,5
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué (en millions)	409,9	416,7	411,5	416,7
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,39 \$	0,45 \$	0,86 \$	0,80 \$
Bénéfice net dilué par action ordinaire (en dollars)	0,39 \$	0,44 \$	0,85 \$	0,79 \$

Au deuxième trimestre de 2016, 1 297 181 instruments potentiellement dilutifs (10 934 059 en 2015) et, pour l'exercice à ce jour, 1 321 174 instruments potentiellement dilutifs (10 933 482 en 2015) ont été exclus du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire parce qu'ils avaient un effet antidilutif.

Note 7. Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie

Les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme et des dépôts de garantie se présentent comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Trésorerie	426 \$	431 \$	352 \$
Équivalents de trésorerie :			
Bons du Trésor	187	520	208
Acceptations bancaires	308	153	213
Papier commercial de sociétés	196	81	96
Dépôts bancaires à terme	93	100	129
Titres d'État	—	—	20
Total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 210 \$	1 285 \$	1 018 \$

Placements à court terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Bons du Trésor	15 \$	42 \$	60 \$
Acceptations bancaires	2	10	2
Autres	7	—	2
Total des placements à court terme	24 \$	52 \$	64 \$

Dépôts de garantie

Au 18 juin 2016, la société avait conclu des ententes en vue de garantir, sous forme de trésorerie, certaines de ses facilités de crédit non engagées jusqu'à concurrence de 103 millions de dollars (143 millions de dollars au 20 juin 2015 et 149 millions de dollars au 2 janvier 2016), dont 3 millions de dollars (5 millions de dollars au 20 juin 2015 et 2 millions de dollars au 2 janvier 2016) ont été déposés auprès de grandes institutions financières et classés à titre de dépôts de garantie. Au 18 juin 2016, les dépôts de garantie détenus par la société se sont établis à 3 millions de dollars (7 millions de dollars au 20 juin 2015 et 2 millions de dollars au 2 janvier 2016) et ont été inscrits dans les autres actifs (note 10).

Note 8. Créances sur cartes de crédit

Les composantes des créances sur cartes de crédit se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Créances sur cartes de crédit, montant brut	2 819 \$	2 695 \$	2 844 \$
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	(52)	(48)	(54)
Créances sur cartes de crédit	2 767 \$	2 647 \$	2 790 \$
Créances titrisées auprès de fiducies de titrisation indépendantes :			
Créances titrisées auprès de <i>Fiducie cartes de crédit Eagle</i> ^{MD}	650 \$	750 \$	650 \$
Créances titrisées auprès d'autres fiducies de titrisation indépendantes	475	505	550

La société, par l'intermédiaire de la Banque le Choix du Président (la « Banque PC »), participe à divers programmes de titrisation qui constituent une source de fonds pour l'exercice de ses activités liées aux cartes de crédit. La Banque PC maintient et surveille sa participation en copropriété dans des créances sur cartes de crédit auprès de fiducies de titrisation indépendantes, notamment *Fiducie cartes de crédit Eagle*^{MD} (« Eagle ») et d'autres fiducies de titrisation indépendantes, selon ses besoins en matière de financement.

Le passif connexe d'*Eagle* est comptabilisé dans la dette à long terme (voir la note 12). Les passifs connexes liés aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes sont comptabilisés dans la dette à court terme (voir la note 11). La participation en copropriété de la Banque PC dans les créances titrisées qu'elle détient auprès des autres fiducies de titrisation indépendantes a augmenté de 125 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 (néant en 2015) et a diminué de 75 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (100 millions de dollars en 2015).

Dans le cadre de ses programmes de titrisation, la Banque PC est tenue de maintenir en tout temps un solde de son portefeuille de créances sur cartes de crédit équivalant à au moins 107 % du passif titrisé en cours, et elle se conformait à cette exigence au 18 juin 2016 et s'y est conformée tout au long de la première moitié de 2016.

Note 9. Stocks

Pour les stocks comptabilisés au 18 juin 2016, la société a inscrit une charge de 30 millions de dollars (31 millions de dollars au 20 juin 2015) au titre de la dépréciation des stocks pour en ramener le coût sous la valeur nette de réalisation. Cette diminution de valeur est incluse dans le coût des marchandises vendues. Il n'y a eu aucune reprise liée à des stocks précédemment dépréciés aux premiers trimestres clos le 18 juin 2016 et le 20 juin 2015 et pour les deux premiers trimestres clos à ces dates.

Note 10. Autres actifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Placements divers et autres créances	118 \$	150 \$	119 \$
Actif au titre des prestations constituées	88	84	190
Participations dans des coentreprises	9	8	9
Autres	142	82	139
Autres actifs	357 \$	324 \$	457 \$

Note 11. Dette à court terme

L'encours de la dette à court terme de 475 millions de dollars (505 millions de dollars au 20 juin 2015 et 550 millions de dollars au 2 janvier 2016) se rapporte aux créances sur cartes de crédit titrisées auprès des autres fiduciaires de titrisation indépendantes avec droit de recours (voir la note 8).

Au 18 juin 2016, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur des autres fiduciaires de titrisation indépendantes s'établissait à 50 millions de dollars (52 millions de dollars au 20 juin 2015 et 56 millions de dollars au 2 janvier 2016), soit environ 10 % (10 % au 20 juin 2015 et 10 % au 2 janvier 2016) du montant des créances sur cartes de crédit titrisées.

Note 12. Dette à long terme

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Déventures et billets à moyen terme	7 567 \$	7 830 \$	8 035 \$
Facilités de crédit à terme non garanties	298	610	298
Dette à long terme garantie par une hypothèque	81	84	82
Certificats de placement garanti	833	621	809
Fiducie de titrisation indépendante (note 8)	650	750	650
Fiducies de financement indépendantes	545	504	529
Obligations découlant de contrats de location-financement	631	600	629
Facilités de crédit engagées	142	86	—
Coûts de transaction et autres	(25)	(23)	(21)
Total de la dette à long terme	10 722 \$	11 062 \$	11 011 \$
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	303	1 009	998
Dette à long terme	10 419 \$	10 053 \$	10 013 \$

Déventures et billets à moyen terme Le tableau qui suit présente un résumé des déventures et des billets à moyen terme émis en 2016 et en 2015 :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	18 juin 2016 (24 semaines) Montant en capital	20 juin 2015 (24 semaines) Montant en capital
Déventures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix				
– Série G ⁱ⁾	3,20 %	7 mars 2023	250 \$	— \$
– Série H ⁱ⁾	5,27 %	7 mars 2046	100	—
– Série E	2,30 %	14 septembre 2020	—	250
Total des déventures et des billets à moyen terme émis			350 \$	250 \$

i) Les placements ont eu lieu dans le cadre du supplément de prospectus à un prospectus simplifié préalable de base de Propriétés de Choix déposé au quatrième trimestre de 2015.

Il n'y a eu aucune émission aux deuxièmes trimestres de 2016 et de 2015.

Le tableau qui suit présente un résumé des débetures et des billets à moyen terme remboursés au cours des périodes :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Taux d'intérêt	Date d'échéance	18 juin 2016	20 juin 2015	18 juin 2016	20 juin 2015
			(12 semaines)	(12 semaines)	(24 semaines)	(24 semaines)
			Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital	Montant en capital
Billets de Les Compagnies Loblaw limitée	7,10 %	1 ^{er} juin 2016	300 \$	— \$	300 \$	— \$
Billets de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix	2,01 %	24 mai 2016	225	—	225	—
Débetures non garanties de premier rang de Propriétés de Choix – série 5	3,00 %	7 mars 2016	—	—	300	—
Total des débetures et des billets à moyen terme remboursés			525 \$	— \$	825 \$	— \$

Facilités de crédit à terme non garanties Les facilités de crédit à terme non garanties comportent certaines clauses restrictives de nature financière que la société respectait au 18 juin 2016 et qu'elle a respectées tout au long de la première moitié de 2016.

Certificats de placement garanti Le tableau qui suit présente un résumé des activités liées à l'émission de certificats de placement garanti (les « CPG ») de la Banque PC, si l'on ne tient pas compte des commissions, au cours des périodes :

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016	20 juin 2015	18 juin 2016	20 juin 2015
	(12 semaines)	(12 semaines)	(24 semaines)	(24 semaines)
Solde à l'ouverture de la période	798 \$	635 \$	809 \$	634 \$
CPG émis	95	2	101	7
CPG arrivés à échéance	(60)	(16)	(77)	(20)
Solde à la clôture de la période	833 \$	621 \$	833 \$	621 \$

Fiducie de titrisation indépendante Les billets émis par *Eagle* sont des billets à moyen terme garantis par les créances sur cartes de crédit de la Banque PC (voir la note 8). Au 18 juin 2016, le passif brut éventuel global aux termes des lettres de crédit en faveur d'*Eagle* s'établissait à 36 millions de dollars (68 millions de dollars au 20 juin 2015 et 36 millions de dollars au 2 janvier 2016), ce qui représentait 9 % (9 % au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016) des billets en cours d'*Eagle* émis avant 2015.

Fiducies de financement indépendantes Au deuxième trimestre de 2016, la société a modifié l'entente visant la facilité de crédit engagée afin d'en porter le montant à 700 millions de dollars et de repousser la date d'échéance au 10 juin 2019, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

La société accorde un rehaussement de crédit sous forme de lettre de garantie en faveur des fiducies de financement indépendantes de 58 millions de dollars (52 millions de dollars au 20 juin 2015 et 53 millions de dollars au 2 janvier 2016), correspondant à au moins 10 % (10 % au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016) du principal des prêts en cours.

Facilités de crédit engagées Les composantes des lignes de crédit engagées au 18 juin 2016, au 20 juin 2015 et au 2 janvier 2016 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016		Au 20 juin 2015		Au 2 janvier 2016	
	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé	Disponible	Prélevé
Facilité de crédit engagée de Loblaw	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$	1 000 \$	— \$
Facilité de crédit engagée de Propriétés de Choix	500	142	500	86	500	—
Total des lignes de crédit engagées	1 500 \$	142 \$	1 500 \$	86 \$	1 500 \$	— \$

Au deuxième trimestre de 2016, la société a modifié l'entente visant sa facilité de crédit afin de repousser la date d'échéance au 10 juin 2021, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées. Après la clôture du deuxième trimestre de 2016, Propriétés de Choix a repoussé la date d'échéance de sa facilité au 5 juillet 2021, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

Tranche à moins d'un an de la dette à long terme Le tableau qui suit présente un résumé de la tranche à moins d'un an de la dette à long terme :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Déventures et billets à moyen terme	200 \$	525 \$	825 \$
Dette à long terme garantie par une hypothèque	6	3	5
CPG	44	86	112
Fiducies de titrisation indépendantes	—	350	—
Obligations découlant de contrats de location-financement	53	45	56
Tranche à moins d'un an de la dette à long terme	303 \$	1 009 \$	998 \$

Note 13. Autres passifs

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Montant net de l'obligation au titre des régimes à prestations définies	368 \$	360 \$	312 \$
Obligation au titre des autres avantages du personnel à long terme	113	115	116
Obligation différée découlant d'un contrat de location	106	83	101
Juste valeur des contrats de location acquis	84	97	90
Passif au titre de la rémunération fondée sur des titres de capitaux propres (note 15)	9	8	5
Autres	112	147	130
Autres passifs	792 \$	810 \$	754 \$

Note 14. Capital social

Actions privilégiées de deuxième rang (nombre illimité autorisé) Au deuxième trimestre de 2015, la société a émis 9,0 millions d'actions privilégiées de deuxième rang, série B, sans droit de vote, à 5,30 %, d'une valeur nominale de 225 millions de dollars. Les actions privilégiées de deuxième rang, série B, d'un montant de 221 millions de dollars, déduction faite des frais d'émission de 4 millions de dollars après impôt, ont été présentées comme composante des capitaux propres dans le bilan consolidé résumé de la société.

Actions ordinaires (nombre illimité autorisé) Les actions ordinaires émises sont entièrement libérées et n'ont aucune valeur nominale. Le tableau qui suit présente l'activité relative aux actions ordinaires émises et en circulation au cours des périodes présentées :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	18 juin 2016 (12 semaines)		20 juin 2015 (12 semaines)		18 juin 2016 (24 semaines)		20 juin 2015 (24 semaines)	
	Nombre d'actions ordinaires	Capital social ordinaire						
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	407 324 440	7 828 \$	412 604 989	7 872 \$	409 985 226	7 861 \$	412 480 891	7 860 \$
Émises en vue du règlement d'options sur actions	183 394	8	371 684	18	914 608	40	775 882	35
Rachetées et annulées	(1 970 000)	(38)	(590 388)	(12)	(5 362 000)	(103)	(870 488)	(17)
Émises et en circulation à la clôture de la période	405 537 834	7 798 \$	412 386 285	7 878 \$	405 537 834	7 798 \$	412 386 285	7 878 \$
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	(1 187 318)	(22) \$	(633 682)	(9) \$	(643 452)	(10) \$	(555 046)	(3) \$
Rachetées en vue du règlement futur d'UATI et d'UAR	—	—	(167 450)	(4)	(1 250 000)	(24)	(543 853)	(11)
Libérées en vue du règlement d'UATI et d'UAR (note 15)	27 453	—	11 489	1	733 587	12	309 256	2
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(1 159 865)	(22) \$	(789 643)	(12) \$	(1 159 865)	(22) \$	(789 643)	(12) \$
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie à la clôture de la période	404 377 969	7 776 \$	411 596 642	7 866 \$	404 377 969	7 776 \$	411 596 642	7 866 \$
Nombre moyen pondéré en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie	406 094 151		411 978 938		407 553 460		411 972 280	

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités Le tableau qui suit présente les activités de la société aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours des périodes :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (nombre d'actions)	1 970 000	590 388	5 362 000	870 488
Contrepartie en trésorerie payée	132 \$	38 \$	363 \$	55 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	94	26	260	38
Diminution du capital social ordinaire	38	12	103	17
Actions ordinaires rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités et détenues en fiducie (nombre d'actions)	—	167 450	1 250 000	543 853
Contrepartie en trésorerie payée	— \$	11 \$	90 \$	35 \$
Prime comptabilisée en charges dans les résultats non distribués	—	7	66	24
Diminution du capital social ordinaire	—	4	24	11

Au deuxième trimestre de 2016, la société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat, à la Bourse de Toronto (la « TSX ») ou par l'intermédiaire de systèmes de négociation parallèles, d'au plus 21 401 867 de ses actions ordinaires, soit environ 10 % du flottant. Conformément aux statuts et règlements de la TSX, la société peut racheter ses actions ordinaires à l'occasion à un prix égal à leur cours à la date de l'acquisition.

Dividendes Les dividendes en trésorerie de la société qui ont été déclarés au cours des périodes se résument comme suit :

	18 juin 2016ⁱ⁾ (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Dividendes déclarés par action (en dollars) :				
Action ordinaire	0,26 \$	0,25 \$	0,51 \$	0,50 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A	— \$	0,37 \$	— \$	0,74 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série B	0,33 \$	— \$	0,66 \$	— \$

i) Les dividendes de 0,26 \$ par action ordinaire déclarés pour le deuxième trimestre de 2016 seront payés le 1^{er} juillet 2016. Les dividendes de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, déclarés pour le deuxième trimestre de 2016 seront payés le 30 juin 2016.

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Dividendes déclarés :				
Action ordinaire	106 \$	103 \$	208 \$	204 \$
Action privilégiée de deuxième rang, série A ⁱ⁾	—	4	—	7
Action privilégiée de deuxième rang, série B	3	—	6	—
Total des dividendes déclarés	109 \$	107 \$	214 \$	211 \$

i) Aux fins de la présentation des états financiers, des dividendes sur les actions privilégiées de deuxième rang, série A, de 4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de 2015 et de 7 millions de dollars pour les deux premiers trimestres de 2015 ont été présentés comme composante des charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4).

Après la clôture du deuxième trimestre de 2016, le Conseil a déclaré un dividende trimestriel de 0,26 \$ par action ordinaire, à payer le 1^{er} octobre 2016 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2016 et un dividende de 0,33 \$ par action privilégiée de deuxième rang, série B, à payer le 30 septembre 2016 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2016.

Note 15. Rémunération fondée sur des titres de capitaux propres

La charge de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société, qui comprend les régimes d'options sur actions, d'unités d'actions temporairement incessibles (« UATI »), d'unités d'actions au rendement (« UAR »), d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs et d'unités d'actions différées à l'intention des dirigeants de Loblaw et les régimes de rémunération fondée sur des parts de Propriétés de Choix, s'est établie à 17 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016 (14 millions de dollars en 2015) et à 33 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (31 millions de dollars en 2015). Cette charge a été comptabilisée dans le résultat d'exploitation.

La valeur comptable des accords de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société a été inscrite aux bilans consolidés comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Fournisseurs et autres passifs	7 \$	2 \$	4 \$
Autres passifs	9	8	5
Surplus d'apport	89	114	102

Les régimes de rémunération fondée sur des titres de capitaux propres de la société sont présentés en détail ci-dessous :

Régime d'options sur actions L'activité du régime d'options sur actions de Loblaw se résume comme suit :

(Nombre d'options)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Options en cours à l'ouverture de la période	7 886 475	9 427 498	7 411 405	8 364 884
Attribution	3 764	24 478	1 274 683	1 539 509
Exercice	(183 394)	(371 684)	(914 608)	(775 882)
Renonciation/annulation	(44 599)	(114 488)	(109 234)	(162 707)
Options en cours à la clôture de la période	7 662 246	8 965 804	7 662 246	8 965 804

Au deuxième trimestre de 2016, la société a attribué des options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 69,68 \$ (63,47 \$ en 2015) et de 68,94 \$ pour l'exercice à ce jour (63,49 \$ en 2015). De plus, la société a émis des actions ordinaires à l'exercice d'options sur actions à un cours de marché moyen pondéré de 72,32 \$ par action au deuxième trimestre de 2016 (63,31 \$ en 2015) et de 70,06 \$ pour l'exercice à ce jour (63,26 \$ en 2015) pour une contrepartie en trésorerie de 7 millions de dollars (14 millions de dollars en 2015) et de 34 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (28 millions de dollars en 2015).

La juste valeur des options sur actions attribuées au deuxième trimestre de 2016 était négligeable (négligeable en 2015) et s'est établie à 13 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (13 millions de dollars en 2015). Le tableau qui suit présente les hypothèses qui ont été utilisées pour évaluer la juste valeur à la date d'attribution des options attribuées en 2016 et en 2015 au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes à la date d'attribution :

	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Taux de rendement en dividende attendu	1,5 %	1,6 %	1,5 %	1,6 %
Volatilité attendue du cours de l'action	18,5 % – 19,0 %	18,5 % – 19,5 %	18,5 % – 19,0 %	18,5 % – 20,1 %
Taux d'intérêt sans risque	0,6 % – 0,9 %	0,9 % – 1,4 %	0,6 % – 0,9 %	0,8 % – 1,4 %
Durée de vie attendue des options	3,9 – 6,3 ans	3,9 – 6,3 ans	3,9 – 6,3 ans	3,9 – 6,3 ans

Les taux de renonciation estimés sont pris en compte dans l'évaluation de la charge liée au régime d'options sur actions. Un taux de renonciation de 10,0 % a été appliqué au 18 juin 2016 (11,0 % au 20 juin 2015).

Régime d'unités d'actions temporairement inaccessibles L'activité du régime d'UATI de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
UATI à l'ouverture de la période	880 859	1 438 860	887 792	1 462 790
Attribution	13 902	17 526	248 378	267 237
Réinvestissement	—	2 108	—	2 108
Règlement	(22 336)	(6 952)	(260 768)	(251 759)
Renonciation	(2 536)	(18 275)	(5 513)	(47 109)
UATI à la clôture de la période	869 889	1 433 267	869 889	1 433 267

La juste valeur des UATI attribuées s'est établie à 1 million de dollars au deuxième trimestre de 2016 (1 million de dollars en 2015) et à 17 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (16 millions de dollars en 2015).

Régime d'unités d'actions au rendement L'activité du régime d'UAR de la société se résume comme suit :

(Nombre d'attributions)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
UAR à l'ouverture de la période	1 001 661	1 131 324	1 100 356	1 019 304
Attribution	1 095	17 691	371 357	256 448
Règlement	(5 117)	(4 537)	(473 319)	(57 847)
Renonciation	(3 366)	(12 759)	(4 121)	(86 186)
UAR à la clôture de la période	994 273	1 131 719	994 273	1 131 719

La juste valeur des UAR attribuées était négligeable au deuxième trimestre de 2016 (1 million de dollars en 2015) et s'est établie à 14 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (15 millions de dollars en 2015).

Règlement des attributions à même les actions détenues en fiducie La société a procédé au règlement de 27 453 UATI et UAR au deuxième trimestre de 2016 (11 489 en 2015) et de 734 087 UATI et UAR pour l'exercice à ce jour (309 606 en 2015), dont 27 453 (11 489 en 2015) et 733 587 (309 256 en 2015), respectivement, ont été réglées par l'intermédiaire des fiducies établies en vue du règlement de chacun des régimes d'UATI et d'UAR (voir la note 14).

Les règlements effectués au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour ont donné lieu à une augmentation nette des résultats non distribués de 1 million de dollars et de 17 millions de dollars, respectivement, (montant négligeable et 11 millions de dollars, respectivement, en 2015) et à une augmentation du capital social ordinaire d'un montant négligeable et de 12 millions de dollars, respectivement, (1 million de dollars et 2 millions de dollars, respectivement, en 2015).

Note 16. Avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme

Les charges et les (pertes actuarielles) gains actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme ont été comptabilisés comme suit au cours des périodes indiquées :

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Charges au titre des avantages postérieurs à l'emploi comptabilisées dans le bénéfice d'exploitation	36 \$	33 \$	79 \$	71 \$
Charges au titre des autres avantages du personnel à long terme comptabilisées dans le bénéfice d'exploitation	5	5	10	9
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies inclus dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (note 4)	2	3	6	6
(Pertes actuarielles) gains actuariels avant impôt sur le résultat comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(26)	14	(138)	(7)

Les pertes actuarielles comptabilisées au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour sont découlent essentiellement de la diminution des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les rendements des actifs plus élevés que prévu. Les gains actuariels comptabilisés au deuxième trimestre de 2015 découlaient essentiellement de l'augmentation des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les rendements des actifs moins élevés que prévu, alors que les pertes actuarielles pour les deux premiers trimestres découlaient essentiellement de la diminution des taux d'actualisation, en partie contrebalancée par les rendements des actifs plus élevés que prévu.

Note 17. Instruments financiers

Le tableau qui suit présente la hiérarchie des justes valeurs pour les actifs et les passifs financiers, à l'exclusion de ceux qui sont classés comme étant au coût amorti et qui sont par nature à court terme. Les valeurs comptables des instruments financiers de la société se rapprochent de leur juste valeur, à l'exception de celle des titres de créance et de participation à long terme.

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016				Au 20 juin 2015				Au 2 janvier 2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers :												
Trésorerie et équivalents de trésorerie	613 \$	597 \$	— \$	1 210 \$	951 \$	334 \$	— \$	1 285 \$	560 \$	458 \$	— \$	1 018 \$
Placements à court terme	15	9	—	24	42	10	—	52	60	4	—	64
Dépôts de garantie	3	—	—	3	7	—	—	7	2	—	—	2
Créances liées aux prêts consentis à des franchisés	—	—	300	300	—	—	384	384	—	—	329	329
Certains autres actifs ⁱ⁾	24	2	51	77	26	32	66	124	25	2	59	86
Dérivés inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs	—	—	4	4	—	7	—	7	—	37	—	37
Passifs financiers :												
Titres de participation ⁱⁱ⁾	—	—	—	—	228	—	—	228	—	—	—	—
Dettes à long terme	—	11 971	—	11 971	—	12 039	—	12 039	—	12 003	—	12 003
Passif lié aux parts de fiducie	970	—	—	970	756	—	—	756	821	—	—	821
Certains autres passifs ⁱ⁾	—	—	21	21	—	—	28	28	—	—	20	20
Dérivés inclus dans les fournisseurs et autres passifs	1	5	—	6	5	1	—	6	6	—	7	13

i) Certains autres actifs et certains autres passifs sont inscrits au bilan consolidé sous le poste Autres actifs et Autres passifs, respectivement.

ii) En 2015, la société a racheté ses titres de participation d'une valeur de 225 millions de dollars, somme qui correspond à la totalité des actions privilégiées de deuxième rang, série A, en circulation. Au 20 juin 2015, les titres de participation étaient classés dans les passifs courants.

Aucun transfert n'a eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs au cours de la période présentée.

Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte de 4 millions de dollars (perte de 2 millions de dollars en 2015) et une perte de 9 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (profit de 1 million de dollars en 2015) sur les instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. De plus, au deuxième trimestre de 2016, une perte nette de 116 millions de dollars (profit de 30 millions de dollars en 2015) et une perte nette de 148 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (perte de 8 millions de dollars en 2015) ont été comptabilisées dans le bénéfice avant impôt sur le résultat au titre des instruments financiers devant être classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Instruments financiers de niveau 3

Créances liées aux prêts consentis à des franchisés et placements dans des franchises La valeur des créances liées aux prêts consentis à des franchisés de Loblaw de 300 millions de dollars (384 millions de dollars au 20 juin 2015 et 329 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été comptabilisée au bilan consolidé résumé. La société a comptabilisé, dans le résultat d'exploitation, une perte négligeable tant au deuxième trimestre de 2016 que pour l'exercice 2016 à ce jour (perte négligeable en 2015) au titre des créances liées à ces prêts.

La valeur des placements dans des franchises de Loblaw de 49 millions de dollars (61 millions de dollars au 20 juin 2015 et 54 millions de dollars au 2 janvier 2016) a été comptabilisée dans les autres actifs. Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé un profit de 3 millions de dollars (perte de 2 millions de dollars en 2015) et un profit de 3 millions de dollars pour l'exercice 2016 à ce jour (perte de 4 millions de dollars en 2015) dans le résultat d'exploitation au titre de ces placements.

Dérivés incorporés Les instruments financiers de niveau 3 de la société qui sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net consistent en des dérivés incorporés à des bons de commande qui ne sont libellés ni en dollars canadiens ni dans la monnaie fonctionnelle du fournisseur. Ces dérivés sont évalués selon une approche par le marché qui est fondée sur l'écart entre les cours de change et le moment du règlement. Le coût des bons de commande constitue la principale donnée non observable utilisée aux fins de l'évaluation de la juste valeur. Une fluctuation importante à la hausse (à la baisse) de n'importe quelle donnée d'entrée pourrait entraîner une augmentation (une diminution) importante de la juste valeur.

Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé une perte négligeable (profit de 4 millions de dollars en 2015) et un profit de 11 millions de dollars pour l'exercice 2016 à ce jour (4 millions de dollars en 2015) dans le résultat d'exploitation. Au 18 juin 2016, une augmentation (diminution) des cours de change de 1 % aurait donné lieu à un profit lié à la juste valeur (une perte liée à la juste valeur) de 1 million de dollars.

Passif lié aux parts de fiducie Au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé une perte liée à la juste valeur de 108 millions de dollars (profit de 33 millions de dollars en 2015) et une perte de 140 millions de dollars pour l'exercice 2016 à ce jour (perte de 25 millions de dollars en 2015) dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières au titre des parts de Propriétés de Choix (les « parts ») (note 4).

Autres dérivés La société a recours à des contrats à terme sur obligations et à des swaps de taux d'intérêt pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des taux d'intérêt sur les émissions futures de titres de créance. Elle a également recours à des contrats à terme normalisés, à des contrats d'options et à des contrats à terme de gré à gré pour gérer le risque prévu lié aux fluctuations des prix des marchandises et des cours de change dans le cadre de ses activités sous-jacentes. Les tableaux qui suivent présentent un résumé des justes valeurs comptabilisées au bilan consolidé et des profits nets réalisés et latents (pertes nettes réalisées et latentes), avant l'impôt sur le résultat, liés aux autres dérivés de la société :

	(12 semaines)		18 juin 2016 (24 semaines)		
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le bénéfice net	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le bénéfice net
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerieⁱ⁾					
Contrats de change à terme	— \$	(1) \$	1 \$	(4) \$	2 \$
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	— \$	(1) \$	1 \$	(4) \$	2 \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats à terme sur devises et contrats de change à terme	(5) \$	— \$	(13) \$	— \$	(25) \$
Contrats à terme sur obligations ⁱⁱ⁾	—	—	—	—	3
Autres dérivés non financiers	(1)	—	4	—	3
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	(6) \$	— \$	(9) \$	— \$	(19) \$
Total des dérivés	(6) \$	(1) \$	(8) \$	(4) \$	(17) \$

i) Tiennent compte de contrats à terme sur obligations d'une valeur nominale de 95 millions de dollars et de swaps de taux d'intérêt d'une valeur nominale de 200 millions de dollars. Au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, un ajustement négligeable de la juste valeur a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en lien avec ces contrats et ces swaps.

ii) Profit réalisé de 3 millions de dollars lié à la juste valeur de contrats à terme sur obligations de Propriétés de Choix qui ont été réglés au premier trimestre de 2016 et comptabilisé dans les charges d'intérêts nettes et autres charges financières (voir la note 4).

20 juin 2015

	(12 semaines)			(24 semaines)	
(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur des actifs (passifs)	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le bénéfice net	Profit (perte) comptabilisé(e) dans les autres éléments du résultat global	Profit (perte) comptabilisé(e) dans le bénéfice net
Dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie					
Contrats de change à terme	1 \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Total des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	1 \$	— \$	— \$	— \$	— \$
Dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle					
Contrats à terme sur devises et contrats de change à terme	5 \$	— \$	(8) \$	— \$	10 \$
Autres dérivés non financiers	(5)	—	1	—	3
Total des dérivés non désignés comme faisant partie d'une relation de couverture officielle	— \$	— \$	(7) \$	— \$	13 \$
Total des dérivés	1 \$	— \$	(7) \$	— \$	13 \$

Note 18. Passifs éventuels

La société est partie et éventuellement assujettie à diverses réclamations de tiers dans le cours normal de ses activités se rapportant, entre autres, aux réclamations liées à la responsabilité du fait du produit, à la main-d'œuvre et à l'emploi, à la réglementation et à l'environnement. De plus, la société est partie et éventuellement assujettie aux vérifications habituelles des administrations fiscales des paliers fédéral et provincial en ce qui a trait à l'impôt sur le résultat, à l'impôt sur le capital, aux taxes à la consommation, à l'impôt foncier et aux autres impôts et taxes et, par conséquent, elle pourrait être assujettie à des cotisations fiscales ou à de nouvelles cotisations. Bien que l'issue de ces procédures ne puisse être prévue avec certitude, la direction considère actuellement que le risque auquel la société est exposée en raison de ces réclamations et de ces litiges ou de ces avis de cotisation et de nouvelle cotisation, dans la mesure où il n'est pas couvert par des polices d'assurance de la société ou autrement, n'est pas suffisamment important pour être présenté dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités; il pourrait néanmoins avoir une incidence significative au cours de périodes futures.

Actions en justice La société fait l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. L'issue de ces poursuites et réclamations demeure incertaine. Cependant, compte tenu de l'information dont elle dispose à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites et réclamations auront une incidence significative, individuellement ou collectivement, sur ses activités.

Le 26 août 2015, la société s'est vu signifier un recours collectif proposé, déposé contre elle et certaines de ses filiales, Weston et d'autres parties, auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario relativement à l'effondrement, en 2013, du complexe Rana Plaza, situé à Dhaka, au Bangladesh. La réclamation vise l'obtention de dommages-intérêts d'environ 2 milliards de dollars. La société est d'avis que ce recours collectif est sans fondement et a l'intention de se défendre vigoureusement contre toute réclamation aux termes de ce recours.

Corporation Shoppers Drug Mart (« Shoppers Drug Mart/Pharmaprix ») s'est vu signifier une déclaration modifiée relative à un recours collectif, déclaration qui a été déposée auprès de la Cour supérieure de justice de l'Ontario par deux pharmaciens-proprétaires titulaires d'une licence, qui réclament des dommages-intérêts de 500 millions de dollars fondés sur diverses allégations de violation des accords conclus par Shoppers Drug Mart/Pharmaprix avec les pharmaciens-proprétaires. Le recours collectif englobe l'ensemble des pharmaciens-proprétaires titulaires d'une licence, actuels et anciens, résidant au Canada, mais ailleurs qu'au Québec, qui sont parties aux accords que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix a conclus avec ses pharmaciens-proprétaires au moyen de formulaires en 2002 et en 2010. Le 9 juillet 2013, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a confirmé un recours collectif à certaines parties de la poursuite. La Cour a imposé une date limite pour soumettre une réclamation au titre du recours collectif en se fondant sur la date d'approbation de la requête en certification. Les pharmaciens devenus pharmaciens-proprétaires après le 9 juillet 2013 ne sont pas partie au recours collectif. Bien que Shoppers Drug Mart/Pharmaprix estime toujours que ces allégations ne sont pas fondées et qu'elle ait l'intention de leur opposer une défense vigoureuse, l'issue de cette poursuite ne peut être prévue avec certitude.

Fiscalité La société est régulièrement assujettie aux vérifications fiscales de divers organismes gouvernementaux et organismes de réglementation. Par conséquent, il peut arriver à l'occasion que les administrations fiscales ne soient pas en accord avec les positions et les conclusions adoptées par la société dans ses déclarations de revenus, ou que la législation soit modifiée ou que son interprétation vienne à changer, ce qui pourrait donner lieu à des avis de nouvelle cotisation. Ces avis de nouvelle cotisation pourraient avoir une incidence significative sur la société au cours de périodes futures.

La société a reçu de l'Agence du revenu du Canada (l'« ARC ») et du ministère des Finances de l'Ontario des avis de nouvelle cotisation qui s'appuient sur l'hypothèse selon laquelle certains revenus touchés par Glenhuron Bank Limited, filiale établie à la Barbade et entièrement détenue par la société, auraient dû être traités comme des revenus canadiens et imposés comme tels au Canada. Les avis de nouvelle cotisation portent sur les années d'imposition 2000 à 2011 et totalisent 351 millions de dollars, y compris les intérêts et les pénalités au moment de l'établissement des avis de nouvelle cotisation. La société est d'avis que l'ARC produira probablement des avis de nouvelle cotisation pour les années d'imposition 2012 et 2013 en s'appuyant sur les mêmes arguments ou sur des arguments semblables. La société est en profond désaccord avec la position de l'ARC et a déposé un avis d'appel pour les années d'imposition de 2000 à 2010 et elle entend déposer un avis d'opposition pour l'année d'imposition de 2011. Aucune provision n'a été constituée au titre de ces avis de nouvelle cotisation éventuels dans les états financiers consolidés de la société.

Dispositions d'indemnisation De temps à autre, la société conclut des ententes dans le cours normal de ses activités, notamment des ententes de service et d'impartition et des contrats de location dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs, et d'autres types d'ententes commerciales. De par leur nature, ces ententes peuvent prévoir des indemnités à des contreparties. Ces dispositions d'indemnisation peuvent toucher des violations de déclarations ou de garanties ou des réclamations futures à l'égard de certains passifs, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Ces dispositions d'indemnisation sont de durées variées et peuvent s'échelonner sur une période illimitée. De plus, les modalités de ces dispositions d'indemnisation comportent des montants variés, et certaines dispositions d'indemnisation ne prévoient pas de montant d'indemnisation maximal éventuel. Les montants d'indemnisation dépendent de l'issue d'événements futurs éventuels dont, pour le moment, ni la nature ni la probabilité ne peuvent être prévues. Par conséquent, la société n'est pas en mesure d'estimer de façon raisonnable le total de son passif éventuel maximal relativement aux dispositions d'indemnisation. Par le passé, la société n'a versé aucun montant important au titre de telles dispositions d'indemnisation.

Note 19. Charges de restructuration et autres charges connexes

Au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé une charge additionnelle liée aux fermetures de magasins d'environ 43 millions de dollars et 44 millions de dollars, respectivement, en lien principalement avec la fermeture du dernier magasin de détail Joe Fresh aux États-Unis. En 2015, la société a mis la dernière main à un plan qui, une fois achevé, entraînera la fermeture d'environ 52 magasins de détail non rentables à l'échelle de plusieurs bannières et formats. Au 18 juin 2016, la société avait fermé 50 magasins et prévoyait achever la fermeture des deux magasins restants dans la deuxième moitié de 2016.

En 2015, la société a commencé à s'employer activement à vendre certains actifs des entreprises de soins de santé complémentaires de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix et a comptabilisé des pertes de valeur sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes. Au deuxième trimestre de 2016, la société a conclu des ententes visant la vente d'une partie de ces actifs. Aucune autre charge liée à ces actifs n'a été comptabilisée au deuxième trimestre de 2016 et pour l'exercice à ce jour. De plus, la société a mis un terme à ses efforts de vente des actifs restants et les a intégrés à ses activités courantes. Par conséquent, au deuxième trimestre de 2016, la société a comptabilisé une charge de 4 millions de dollars liée à la dépréciation des stocks et des reprises de 8 millions de dollars de pertes de valeur comptabilisées précédemment sur ces actifs et d'autres charges de restructuration connexes.

Note 20. Informations sectorielles

La société compte trois secteurs d'exploitation à présenter, dont toutes les principales activités sont exercées au Canada :

- Le secteur Vente au détail comprend principalement les magasins d'alimentation au détail détenus par la société et par des franchisés et les pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires, ainsi que les pharmacies situées en magasin et les produits de soins de santé et de beauté, les postes d'essence, ainsi que les vêtements et autres articles de marchandise générale. Ce secteur se compose de plusieurs secteurs d'exploitation qui sont regroupés principalement en raison de la nature similaire des produits et services qu'ils offrent dans les activités de vente au détail et à la clientèle;
- Le secteur Services financiers englobe les services de cartes de crédit, les programmes de fidélisation, les services de courtage d'assurance, les services bancaires aux particuliers offerts par l'intermédiaire d'une grande banque à charte canadienne, les services de dépôt ainsi que les services de télécommunications;
- Le secteur Propriétés de Choix détient et loue des immeubles commerciaux à revenus. L'information relative au secteur Propriétés de Choix qui est présentée ci-dessous reflète les méthodes comptables de Propriétés de Choix, qui peuvent différer de celles de la société consolidée. Les différences de méthodes sont éliminées sous l'en-tête Consolidation et éliminations.

Le principal décideur en matière d'exploitation de la société évalue les résultats sectoriels en se fondant sur le montant ajusté du BAIIA²⁾ et le montant ajusté du résultat d'exploitation²⁾, tels qu'ils sont présentés périodiquement à la direction interne.

L'information portant sur chaque secteur d'exploitation à présenter est incluse ci-dessous :

	18 juin 2016 (12 semaines)					20 juin 2015 (12 semaines)				
(en millions de dollars canadiens)	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ⁵⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ⁵⁾	Total
Produitsⁱⁱⁱ⁾	10 494 \$	214 \$	198 \$	(175) \$	10 731 \$	10 318 \$	199 \$	183 \$	(165) \$	10 535 \$
BAIIAⁱⁱⁱ⁾	814 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	863 \$	739 \$	38 \$	115 \$	(110) \$	782 \$
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	61	—	—	—	61	75	—	—	—	75
Montant ajusté du BAIIAⁱⁱⁱ⁾	875 \$	44 \$	111 \$	(106) \$	924 \$	814 \$	38 \$	115 \$	(110) \$	857 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	216	3	—	4	223	240	2	—	3	245
Montant ajusté du résultat d'exploitationⁱⁱⁱ⁾	659 \$	41 \$	111 \$	(110) \$	701 \$	574 \$	36 \$	115 \$	(113) \$	612 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	79 \$	12 \$	671 \$	(526) \$	236 \$	91 \$	14 \$	(75) \$	76 \$	106 \$

i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :

- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 129 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) et d'un recouvrement de coûts de 46 millions de dollars (41 millions de dollars en 2015) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dégagés par le secteur Vente au détail.
- Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'incidence de l'élimination de produits locatifs de 129 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'une perte de 23 millions de dollars (perte de 16 millions de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles ou immeubles de placement et évalués au coût, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 4 millions de dollars (3 millions de dollars en 2015) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 2 millions de dollars en 2015).
- Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 65 millions de dollars (62 millions de dollars en 2015) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte de 580 millions de dollars liée à la juste valeur (profit de 160 millions de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 11 millions de dollars (11 millions de dollars en 2015) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société, et une perte de 108 millions de dollars liée à la juste valeur (profit de 33 millions de dollars en 2015) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.

ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 93 millions de dollars (89 millions de dollars en 2015).

iii) Certains éléments sont exclus du BAIIA²⁾ afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.

iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 123 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (24 semaines)					20 juin 2015 (24 semaines)				
	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ⁹⁾	Total	Vente au détail	Services financiers ³⁾	Propriétés de Choix ³⁾	Consolidation et éliminations ⁹⁾	Total
Produitsⁱⁱ⁾	20 648 \$	421 \$	390 \$	(347) \$	21 112 \$	20 148 \$	398 \$	365 \$	(328) \$	20 583 \$
BAIIAⁱⁱⁱ⁾	1 569 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 667 \$	1 473 \$	83 \$	242 \$	(232) \$	1 566 \$
Éléments d'ajustement ⁱⁱⁱ⁾	86	—	—	—	86	80	—	—	—	80
Montant ajusté du BAIIAⁱⁱⁱ⁾	1 655 \$	88 \$	247 \$	(237) \$	1 753 \$	1 553 \$	83 \$	242 \$	(232) \$	1 646 \$
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ^{iv)}	454	6	—	7	467	480	5	—	6	491
Montant ajusté du résultat d'exploitationⁱⁱⁱ⁾	1 201 \$	82 \$	247 \$	(244) \$	1 286 \$	1 073 \$	78 \$	242 \$	(238) \$	1 155 \$
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	157 \$	25 \$	939 \$	(728) \$	393 \$	177 \$	28 \$	264 \$	(171) \$	298 \$

- i) Sous l'en-tête Consolidation et éliminations :
- Le poste Produits comprend l'élimination de produits locatifs de 257 millions de dollars (247 millions de dollars en 2015) et d'un recouvrement de coûts de 90 millions de dollars (81 millions de dollars en 2015) comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et dégagés par le secteur Vente au détail.
 - Le montant ajusté du résultat d'exploitation comprend l'incidence de l'élimination de produits locatifs de 257 millions de dollars (247 millions de dollars en 2015) dont il est question ci-dessus, l'élimination d'une perte de 37 millions de dollars (perte de 17 millions de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix et liée aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement, classés par la société comme immobilisations corporelles ou immeubles de placement et évalués au coût, l'élimination d'un profit de 14 millions de dollars (néant en 2015) comptabilisé par le secteur Propriétés de Choix et lié aux ajustements de la juste valeur des immeubles de placement dans la coentreprise, la comptabilisation d'une charge d'amortissement de 7 millions de dollars (6 millions de dollars en 2015) liée à certains immeubles de placement comptabilisés par le secteur Propriétés de Choix et l'élimination de charges intragroupe de 3 millions de dollars (2 millions de dollars en 2015).
 - Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend l'élimination de 130 millions de dollars (124 millions de dollars en 2015) au titre de charges d'intérêts incluses dans le secteur Propriétés de Choix qui ont trait à sa dette envers la société et une perte de 761 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 94 millions de dollars en 2015) comptabilisée par le secteur Propriétés de Choix à l'égard des parts de catégorie B de société en commandite détenues par la société. Le poste Charges d'intérêts nettes et autres charges financières comprend également des distributions de 23 millions de dollars (22 millions de dollars en 2015) sur les parts détenues par d'autres porteurs de parts que la société, qui excluent les distributions versées à la société, et une perte de 140 millions de dollars liée à la juste valeur (perte de 25 millions de dollars en 2015) sur le passif lié aux parts de fiducie de la société.
- ii) Les produits tirés du secteur Services financiers comprennent des produits d'intérêts de 189 millions de dollars (181 millions de dollars en 2015).
- iii) Certains éléments sont exclus du BAIIA²⁾ afin de déterminer le montant ajusté du BAIIA²⁾. La direction utilise le montant ajusté du BAIIA²⁾ à l'interne pour analyser la performance sous-jacente du secteur.
- iv) Aux fins du calcul du montant ajusté du BAIIA²⁾, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ne tiennent pas compte d'une charge d'amortissement de 247 millions de dollars (248 millions de dollars en 2015) liée aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de Shoppers Drug Mart/Pharmaprix.

(en millions de dollars canadiens)	Au 18 juin 2016	Au 20 juin 2015	Au 2 janvier 2016
Total des actifs			
Vente au détail	29 166 \$	30 138 \$	29 936 \$
Services financiers ⁱ⁾	3 267	3 117	3 267
Propriétés de Choix ⁱ⁾	8 950	8 465	8 906
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	(8 191)	(7 856)	(8 170)
Total	33 192 \$	33 864 \$	33 939 \$

- i) Aux fins de la présentation sectorielle, les soldes sont établis au 30 juin 2016, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 18 juin 2016 sont présentés dans le poste Consolidation et éliminations.
- ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination de certains immeubles de placement détenus par Propriétés de Choix et évalués à la juste valeur, qui sont également présentés dans les résultats consolidés à titre d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement évalués au coût.

(en millions de dollars canadiens)	18 juin 2016 (12 semaines)	20 juin 2015 (12 semaines)	18 juin 2016 (24 semaines)	20 juin 2015 (24 semaines)
Entrées d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles				
Vente au détail	173 \$	196 \$	306 \$	401 \$
Services financiers ⁱ⁾	1	3	5	5
Propriétés de Choix ⁱ⁾	157	122	177	233
Consolidation et éliminations ⁱⁱ⁾	(117)	(100)	(117)	(187)
Total	214 \$	221 \$	371 \$	452 \$

- i) Aux fins de la présentation sectorielle, les résultats sont présentés pour les périodes closes le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015, conformément à l'exercice des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix. Les ajustements au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 sont présentés dans le poste Consolidation et éliminations.
- ii) Le poste Consolidation et éliminations comprend l'élimination d'immeubles de placement acquis par Propriétés de Choix auprès du secteur Vente au détail.

Sommaire financier¹⁾

Au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 et pour les périodes closes à ces dates (non audité)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	2016 (12 semaines)	2015 (12 semaines)
Résultats d'exploitation consolidés		
Produits	10 731 \$	10 535 \$
Augmentation des produits	1,9 %	2,2 %
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	924 \$	857 \$
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,6 %	8,1 %
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	236 \$	106 \$
Montant ajusté des charges d'intérêts nettes et autres charges financières ²⁾	128	131
Bénéfice net	156	186
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la société	161	185
Bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société	158	185
Montant ajusté du bénéfice net disponible aux porteurs d'actions ordinaires de la société ²⁾	412	350
Ratio de la dette du secteur Vente au détail sur le montant ajusté du BAIIA du secteur Vente au détail sur une base annuelle ²⁾	1,8x	2,2x
Montant ajusté du rendement des capitaux propres sur une base annuelle ²⁾	12,0 %	11,1 %
Montant ajusté du rendement du capital sur une base annuelle ²⁾	8,1 %	7,6 %
Situation financière et flux de trésorerie consolidés		
Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements à court terme et dépôts de garantie	1 237 \$	1 344 \$
Entrées nettes liées aux activités d'exploitation	733	930
Dépenses d'investissement	214	221
Flux de trésorerie disponibles ²⁾	432	589
Bénéfice consolidé par action ordinaire (en dollars)		
Bénéfice net dilué	0,39 \$	0,44 \$
Montant ajusté du bénéfice net dilué ²⁾	1,01	0,84
Résultats d'exploitation du secteur Vente au détail		
Chiffre d'affaires	10 494 \$	10 318 \$
Marge brute	2 811	2 711
Montant ajusté de la marge brute ²⁾	2 826	2 719
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	875	814
Montant ajusté de la marge du BAIIA ²⁾	8,3 %	7,9 %
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	339	364
Statistiques d'exploitation du secteur Vente au détail		
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur de l'alimentation au détail	0,4 %	2,1 %
Augmentation du chiffre d'affaires des magasins comparables du secteur des pharmacies au détail	4,0 %	3,8 %
Superficie totale de vente au détail (en millions de pieds carrés)	69,6	70,0
Nombre de magasins détenus par la société	569	609
Nombre de magasins franchisés	525	527
Nombre de pharmacies détenues par des pharmaciens-proprétaires	1 317	1 306
Résultats d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Produits	214 \$	199 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	44	38
Bénéfice avant impôt sur le résultat	29	22
Mesures et statistiques d'exploitation du secteur Services financiers³⁾		
Montant net moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	2 717 \$	2 585 \$
Créances sur cartes de crédit	2 767	2 647
Compte de correction de valeur des créances sur cartes de crédit	52	48
Rendement annualisé sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	13,6 %	13,7 %
Taux annualisé de pertes sur créances sur le montant brut moyen des créances sur cartes de crédit pour le trimestre	4,5 %	4,7 %
Résultats d'exploitation du secteur Propriétés de Choix³⁾		
Produits	198 \$	183 \$
Montant ajusté du BAIIA ²⁾	111	115
Charges d'intérêts nettes et autres charges financières	671	(75)
Montant ajusté des fonds provenant des activités d'exploitation ²⁾	83	77

Notes de fin de document des résultats financiers et du sommaire financier

- 1) Pour les définitions et les ratios de nature financière, voir le glossaire du Rapport annuel 2015 de la société, à la page 135.
 - 2) Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société.
 - 3) Les résultats des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix sont présentés pour les périodes closes le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015, conformément à l'exercice des secteurs. Les ajustements visant à harmoniser les résultats des secteurs Services financiers et Propriétés de Choix au 18 juin 2016 et au 20 juin 2015 sont présentés sous l'en-tête Consolidation et éliminations. Voir la rubrique 12, « Mesures financières non conformes aux PCGR », du rapport de gestion de la société et la note 20, « Informations sectorielles ».
-

Profil de la société

La société est le chef de file canadien dans les domaines de l'alimentation et de la pharmacie, le plus important détaillant au pays, ainsi que le porteur de parts majoritaire de Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix. Loblaw offre aux Canadiens des produits alimentaires, de pharmacie, de soins de santé et de beauté, des vêtements, des articles de marchandise générale, des services bancaires aux particuliers, des services de cartes de crédit, ainsi que des produits et services d'assurance et de téléphonie mobile. Loblaw, ses franchisés et ses pharmaciens-propriétaires figurent parmi les plus importants employeurs du secteur privé au Canada, comptant quelque 192 000 employés à temps plein et à temps partiel travaillant dans plus de 2 400 magasins détenus par la société, magasins franchisés et établissements détenus par des pharmaciens-propriétaires.

La raison d'être de Loblaw, soit *Profiter pleinement de la vie*, met à l'avant-plan les besoins et le bien-être de l'ensemble des consommateurs qui visitent ses magasins et y effectuent un milliard de transactions annuellement. Loblaw est en mesure de répondre à ces besoins, voire de dépasser les attentes de la clientèle, de multiples façons, ce qui inclut notamment ses établissements bien situés; ses quelque 1 100 magasins d'alimentation, tant de type escompte que de spécialité; ses pharmacies offrant des services complets situées dans plus de 1 300 établissements Corporation Shoppers Drug Mart et Pharmaprix et plus de 500 magasins de Loblaw; ses services bancaires sans frais offerts par l'entremise des *Services financiers le Choix du Président*; ses vêtements mode de marque *Joe Fresh* à prix abordables pour toute la famille; et trois des marques les plus populaires au Canada, soit *le Choix du Président*^{MD}, *sans nom*^{MD} et *Life Brand*^{MD}. Grâce aux programmes de fidélisation *PC Plus*^{MC} et *Shoppers Optimum*^{MD}/*Pharmaprix Optimum*^{MD}, plus d'un Canadien sur trois accumule des récompenses dans les magasins de la société.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Agent comptable des registres et agent des transferts

Services aux investisseurs Computershare Inc. 100, University Avenue Toronto, Canada M5J 2Y1	Sans frais : 1-800-564-6253 (Canada et États-Unis) Télécopieur : 416-263-9394 Télécopieur sans frais : 1-888-453-0330 Accès direct à l'échelle internationale : 514-982-7555
---	--

Pour procéder à un changement d'adresse ou mettre fin à des envois multiples, ou pour toute autre requête concernant votre compte d'actionnaire, veuillez communiquer avec les Services aux investisseurs Computershare Inc.

Relations avec les investisseurs

Personne-ressource pour les investisseurs : Sophia Bisoukis Vice-présidente, Relations avec les investisseurs 905-861-2436 investor@loblaw.ca	Personne-ressource pour les médias : Kevin Groh Vice-président, Affaires corporatives et communications 905-861-2437 pr@loblaw.ca
---	---

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à diverses autorités en valeurs mobilières du Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et du Bureau du surintendant des institutions financières (le « BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque le Choix du Président, filiale de la société. La société procède à un appel à l'intention des analystes peu de temps après la publication de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés sous l'onglet « Investisseurs » du site Web de la société, à loblaw.ca.

Téléconférence et webémission

Les Compagnies Loblaw limitée tiendra une téléconférence et une webémission le 27 juillet 2016 à 10 h (HAE).

Pour accéder à la téléconférence, prière de composer le 416-204-9271. La rediffusion sera disponible deux heures environ après la téléconférence au 647-436-0148, code d'accès 5576243. Pour accéder à la webémission, veuillez cliquer sur l'onglet « Investisseurs » du site loblaw.ca. Préinscription possible.

De plus amples renseignements sur la téléconférence et la webémission se trouvent sur le site Web de Les Compagnies Loblaw limitée, à loblaw.ca.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Loblaw

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

LOBLAW.CA SHOPPERSDRUGMART.CA PHARMAPRIX.CA PC.CA JOEFRESH.COM PCFINANCIAL.CA CHOICEREIT.CA